

UCL

Université
catholique
de Louvain

Faculté des sciences économiques, sociales, politiques et de communication
(ESPO)

École des Sciences Politiques et Sociales (PSAD)

Sujet : Cosa Nostra, ancrage territorial et influence transnationale : implications et conséquences de ses activités dans les circuits économiques et les réseaux financiers de l'Union Européenne.

Mémoire réalisé par
Adriano BRUNO

Promoteur
Amine AIT-CHAALAL

Lecteur
Lieven DE WINTER

Année académique 2017-2018
**Master [120] en sciences politiques , orientation Relations internationales - Finalité
spécialisée : diplomatie et résolution des conflits**

« Je déclare sur l'honneur que ce mémoire a été écrit de ma plume, sans avoir sollicité d'aide extérieure illicite, qu'il n'est pas la reprise d'un travail présenté dans une autre institution pour évaluation, et qu'il n'a jamais été publié, en tout ou en partie. Toutes les informations (idées, phrases, graphes, cartes, tableaux, ...) empruntées ou faisant référence à des sources primaires ou secondaires sont référencées adéquatement selon la méthode universitaire en vigueur.

Je déclare avoir pris connaissance et adhérer au **Code de déontologie pour les étudiants en matière d'emprunts, de citations et d'exploitation de sources diverses** et savoir que le plagiat constitue une faute grave. »

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Bruno', with a long horizontal stroke underneath.

Avant-propos

Je tiens en premier lieu à exprimer ma reconnaissance envers Monsieur Amine Ait-Chaalal, pour l'intérêt appréciable qu'il a porté à l'égard de mon sujet, pour ses corrections, sa disponibilité et enfin pour l'apport intellectuel et pratique qu'il a fourni à mon travail et mes recherches.

Je souhaite ensuite remercier tout particulièrement Monsieur Lieven De Winter, pour le temps consacré à la lecture, l'analyse et la critique de ce travail.

Je voudrais à présent exprimer toute ma gratitude envers ma courageuse mère, pour m'avoir donné le goût des études, pour m'avoir inculqué la persévérance et surtout pour avoir toujours été là durant toutes ces années.

J'embrasse aussi affectueusement mes petits frères et je témoigne mon profond respect à ma famille qui m'a toujours épaulé quand il le fallait et gâté bien plus qu'il ne se devait.

Je remercie maintenant, grandement et tendrement, Andreia, pour sa présence ininterrompue, ses conseils avisés et son soutien inconditionnel.

Je tiens également à saluer chaleureusement mes amis remarquables, rencontrés ici et là-bas, qui ont partagé avec moi la vie estudiantine et qui, surtout, me l'ont fait adorer.

En dernier lieu, une pensée me vient pour Jo, sincère et profonde.

Table des matières

Introduction générale.....	3
Section I – Cadre théorique.....	6
Section II – Appréhension initiale.....	10
Sous-section A – Vocabulaire et terminologie : distinguo et explications.....	10
Sous-section B – Affinage du cadre géographique.....	13
Section III – Esquisse théorique d'un phénomène singulier.....	17
Sous-section A – Structure géographique native de l'agent « Cosa Nostra ».....	17
Sous-section B – Tentative de modélisation d'un fonctionnement spécifique.....	21
Sous-section C – Nécessaire représentation par le biais des typologies.....	25
Section IV – Construction d'une vision géopolitique propre à la Cosa Nostra.....	31
Sous-section A – Rapport ambivalent à la notion de territorialité.....	31
Sous-section B – Déterminants criminels de la puissance.....	36
Sous-section C – Configuration stratégique sicilienne.....	43
Section V – Acteur criminel à l'épreuve des frontières.....	51
Sous-section A – Modèle de gouvernance et activités transnationales.....	51
Sous-section B – Mafia entrepreneuriale intégrée à l'économie mondiale.....	58
Section VI – Limites théoriques et empiriques.....	67
Conclusion générale.....	69
Bibliographie.....	73
Annexes.....	80

Introduction générale

Le 12 décembre 2003, le Conseil Européen publie sa première stratégie de sécurité européenne nommée « Une Europe sûre dans un monde meilleur ». Celle-ci constitue en quelque sorte une feuille de route, un premier cadre stratégique, dans lequel sont énumérés de grands principes politiques et des objectifs pour l'ensemble des pays de l'Union Européenne (UE)¹. Les États-membres se sont également mis d'accord pour identifier un ensemble de menaces principales pour l'Europe : le terrorisme, la prolifération des armes de destruction massives (nucléaire, chimique et bactériologique), les conflits régionaux, la déliquescence des États et la criminalité organisée². Ce document souligne le caractère global et mondial des défis³ auxquels doit faire face l'UE et reflète la nature des menaces post-Guerre froide.

Actée le 25 décembre 1991, suite à la démission de Mikhaïl Gorbatchev, la chute de l'URSS a entraîné avec elle un contexte géopolitique et géostratégique où s'opposaient deux blocs, l'Ouest et l'Est. La fin du monde bipolaire a eu pour conséquence de transformer l'origine et la nature des menaces à l'échelle internationale. Autrement dit, l'environnement sécuritaire, l'ensemble des risques auxquels sont confrontés les États, s'est lui aussi transformé. Avant 1991, la crainte était plutôt celle de voir éclater des conflits armés par forces interposées entre les deux grandes puissances, États-Unis et URSS, ou bien l'escalade militaire jusqu'à une guerre nucléaire. Dans ces deux cas de figure, les menaces sont d'origine étatique. La stratégie de 2003 n'écarte pas ces potentiels risques puisqu'elle fait mention des « conflits régionaux » et de « la déliquescence des États » (liée à la mauvaise gestion des affaires publiques, la corruption, l'abus de pouvoir, etc.⁴). Mais elle intègre aussi des phénomènes plus dif-

1 DUMOULIN André, « Du "Concept stratégique" au "Livre blanc" européen », *Stratégie*, 2005, vol. I, n° 222, p. 137

2 *Stratégie de sécurité européenne*, Bruxelles, Conseil européen, 2003, p. 3-4

3 DUMOULIN André, *op. cit.*, p. 131

4 *Idem*, p. 128

fus tels que le terrorisme et la criminalité organisée transnationale comme l'ont fait d'autres documents officiels de l'UE : aussi bien le *Rapport sur la mise en œuvre de la stratégie européenne de sécurité* (2008) que la *Stratégie globale pour la politique étrangère et de sécurité de l'Union européenne* (2016). Cela confirme donc l'ancrage dans le temps de ces menaces dans l'environnement sécuritaire européen. Dans le cadre de ce travail, nous nous focalisons sur le phénomène criminel, écartant par conséquent celui du terrorisme.

Le 25 décembre 1991 est donc le point de départ temporel de ce travail. Le 1^{er} juillet 2013 clôture notre cadre temporel : c'est la dernière date à laquelle un pays intègre l'UE, la Croatie. Ainsi, le choix d'inclure le Royaume-Uni « *pré-Brexit* », entre autres, dans nos cas d'étude, demeure en cohésion avec le cadre temporel fixé. Le sujet de ce travail portant sur la mafia sicilienne, c'est avec logique que nous intégrons au panel des pays étudiés l'Italie. Enfin, la France et la Bulgarie viennent compléter notre cadre géographique qui se compose au total de quatre pays européens. Cette sélection est le résultat d'une réflexion qui se base sur deux analyses statistiques. La première du Centre d'étude de la démocratie, la seconde, de l'ONG Transparency International. Elles révèlent l'hétérogénéité des pays européens, qui l'est déjà en termes d'intégration, mais donc également en termes de degré et de perception de corruption.

Singulière donc, l'Union des 28 États-membres est pour certains auteurs post-moderne. Il coexiste d'une part, le cadre de l'État-nation, qui prévaut depuis le traité de Westphalie de 1648. L'UE continue d'être perçue comme une organisation internationale par les autres acteurs des relations internationales. En effet, les mécanismes intergouvernementaux restent en vigueur concernant les *high politics* (pour le domaine militaire notamment). Pourtant, d'une autre part, certaines des dynamiques intra-européennes échappent aux chefs d'État et/ou de gouvernement, elles sont supranationales. C'est notamment le cas pour le domaine de l'agriculture, qui est un domaine de compétence de la Commission européenne. Les mécanismes institutionnels de l'UE et la pratique du pouvoir politique qui en ressort ont fait émerger une gouvernance

particulière entre les États-membres, voire *ex nihilo*, que certains spécialistes qualifient de multi-niveaux depuis la deuxième moitié des années 1990⁵.

Cette forme particulière de gouvernance a des conséquences sur le choix des modes opératoires des organisations criminelles transnationales (OCT). Les disparités principalement juridiques et législatives qui existent au sein de l'UE sont une faiblesse pour les États-membres. L'espace européen devient un espace lucratif en termes d'opportunités pour la Cosa Nostra. Cette zone d'intégration différenciée européenne est un lieu propice pour la rationalisation de l'accumulation des profits. C'est la première hypothèse de ce travail.

Par conséquent, les activités économiques de la Cosa Nostra sont locales voire nationales tandis que ses activités financières sont transnationales. Ainsi, la Cosa Nostra a une approche multi-scalaire, c'est-à-dire qu'elle organise ses activités à plusieurs échelles : locale, régionale, nationale, transnationale. C'est la deuxième hypothèse de ce travail.

La dernière hypothèse porte sur la structure organisationnelle de la Cosa Nostra. Possédant une forte capacité d'adaptation et un certain esprit du capitalisme, cette OCT est gérée sous la forme d'un système familial, à la fois horizontal en termes de réseaux de banditisme, de secteurs d'activités, et vertical, en termes de hiérarchie.

Nous confronterons ces hypothèses à plusieurs problématiques, plusieurs interrogations. Comment la structure juridico-institutionnelle de l'UE post-Maastricht a-t-elle facilité la création de « nouveaux espaces d'action⁶ » pour la criminalité organisée, plus précisément la Cosa Nostra ? Comment cet acteur non-étatique s'implique-t-il dans les activités économiques locales, régionales et nationales et les réseaux financiers européens ?

5 MÉRAND Frédéric et SCHWOK René (sous la direction de), *L'Union européenne et la sécurité internationale : théories et pratiques*, Louvain-la-Neuve : Academia Bruylant, 2009, p. 53

6 GAYRAUD Jean-François, *Le monde des mafias : géopolitique du crime organisé*, Paris : Odile Jacob, 2008, p. 97

Section I – Cadre théorique

Initialement, le travail devait s'appuyer sur les perspectives réaliste, libérale et identitaire propre aux Relations internationales, afin d'approfondir une réflexion articulée autour du constructivisme « qui est moins une théorie *per se* des relations internationales qu'une théorie sociale sur laquelle fonder⁷» le domaine des Relations internationales. Cependant, chacune de ces perspectives, qui se complète sans se contredire, exige la mobilisation de connaissances très nombreuses et diverses. Dans le cadre d'un mémoire, la profondeur de l'analyse est privilégiée à l'exhaustivité des trames théoriques. Est retenue alors, car plus pertinente pour appréhender notre cas d'étude, la perspective libérale qui a l'avantage de ne pas observer les Relations internationales sous le seul angle des États. Un point de vue non stato-centré permet ainsi d'englober un ensemble d'acteurs étatique ou non, national et/ou transnational. Cet angle facilite ainsi l'étude des relations économiques et financières de la Cosa Nostra, entité de nature privée dont le comportement est guidé par des stratégies locale, régionale et nationale aux implications transnationales.

Pour appuyer la perspective libérale, les notions d' « agent » et de « structure », empruntées à la théorie du constructivisme en Relations internationales, particulièrement pertinentes dans le cas de ce travail, enrichiront l'analyse. Comme expliqué précédemment, cette théorie devait au départ servir de continuum analytique. Mais une telle grille d'analyse théorique aurait éloigné le travail de son sujet initial. Nous aurions raisonné en termes de processus de co-construction de l'identité, d'interactions intersubjectives⁸ autrement dit, comment la mafia sicilienne se construit en tant que réalité sociale au sein de la structure juridico-institutionnelle dans laquelle elle se meut c'est-à-dire l'UE. En prenant pour appui le constructivisme, nous voulions insister sur le fait que la mafia, longtemps occultée, et donc pas perçue comme un phénomène réel, a été le fruit d'une construction sociale notamment après les écrits litté-

7 BATTISTELLA Dario, *Théorie des relations internationales*, Paris : Presses de science po., 2015, p. 317-318

8 KLOTZ Audie, LYNCH Cecelia, « Le constructivisme dans la théorie des Relations internationales », *Critique internationale*, 1999, vol. II, p. 52

raires du palermitain Giuseppe Pitrè, les affaires judiciaires mais aussi les révélations de repentis, comme Tommaso Buscetta, qui ont confirmé l'existence de cette entité.

L'usage des notions « d'agent » et de « structure » permet de guider et d'encadrer, tout au long du travail, la réflexion pour parvenir à un objectif plus général : esquisser au mieux l'objet observé et ses implications, tendre le plus possible vers une représentation théorique intelligible. Quels impacts « l'agent » a-t-il sur la « structure » ? Comment se comporte-t-il en son sein ? Comment la « structure » façonne le comportement de « l'agent » ? Ces deux termes permettent ainsi de fournir une première armature au travail. Pour appréhender et comprendre cette mafia sicilienne, il a fallu la construction sur le long terme d'une représentation sociale, c'est un processus nécessaire pour rendre visible l'invisible⁹. Toutefois, nous ne souhaitons pas ici développer davantage sur ce processus de « construction sociale », allant jusqu'à prendre la forme d'un mythe, d'un phénomène culturel inhérent aux Siciliens refusant la modernité du nouveau régime post-Bourbons des XVIII^e et XIX^e siècles¹⁰. Nous envisagerons donc la Cosa Nostra comme une « réalité sociale » bien que le sujet d'étude relève effectivement d'une construction sociale, intellectuelle, littéraire, théorique, médiatique qui a abouti à un ensemble de représentations mentales qui nécessairement simplifient la réalité.

Ainsi, dans un premier temps, à propos de l'objet d'étude, la Cosa Nostra, nous nous interrogeons sur « ce que l'objet est », c'est-à-dire sa structure, autrement dit, nous focalisons notre intérêt sur le « pôle ontologique » de l'objet. Alors que le sujet du travail veut, lui, traiter des activités (économique et financière), c'est-à-dire, le « pôle fonctionnel »¹¹. La perspective retenue sur laquelle le travail s'établit est donc plutôt sur « ce que l'objet fait », sur les activités de la mafia sicilienne et leurs conséquences.

9 CESONI Maria Luisa (sous la direction de), *Criminalité organisée : des représentations sociales aux définitions juridiques*, Genève : Georg, 2004, p. 733

10 COLUCCELLO Rino, *Cosa Nostra from Legitimation to Denunciation. Challenging the Mafia Mystique*, Londres : Palgrave Macmillan, 2016, p. 39

11 LEMOIGNE Jean-Louis, *Théorie du système général*, n° 5, Paris : Presses Universitaires de France (PUF), 1994, p. 88

Revenons à présent sur le choix qui a été fait d'articuler le travail autour de la perspective libérale. Considérons tout d'abord le dialogue, la coopération, les interdépendances comme moteurs des Relations internationales. À partir de ce primat, la Cosa Nostra sera traitée en tant qu'« agent » (et en tant qu'« acteur », les deux termes seront traités en synonymes) car entité criminelle privée agissante et en tant que « phénomène », car responsable de faits observés et quantifiables. Agent singulier donc, car conditionné par la structure juridico-institutionnelle de l'UE dans laquelle interagissent de nombreux acteurs au sein de nombreux espaces : autorités politiques et publiques de la Sicile, fonctionnaires, petite et moyenne délinquance locale, juges, représentants de l'État italien, les États européens précités, etc. Cet ensemble d'acteurs interagit dans différents espaces, et sont voués à être interdépendants du fait de leurs interactions dans différentes aires : espaces politiques, secteurs économiques, réseaux financiers, etc. Comment l'agent Cosa Nostra, et les structures dans lesquelles il agit (Sicile, Italie, Union Européenne), interagissent ? Par exemple, la mafia sicilienne restructure son organisation en compartimentant ses secteurs pour être plus difficilement repérables par les services de renseignements¹². Il y a dans cet exemple interactions, pour ne pas dire causalité, puisque les outils de lutte des autorités publiques font réagir la Cosa Nostra qui se réorganise en conséquence. Son comportement est aussi conditionné par la gouvernance particulière européenne, profitant des opportunités offertes par l'incohésion établie au sein de l'UE. Par exemple, la mafia blanchit les profits générés sur place en achetant une entreprise mais aussi afin d'obtenir de plus grosses sommes d'argent pour pouvoir les déposer dans une banque, laquelle les placera dans les réseaux financiers à l'étranger les plus lucratifs.

Afin de mieux se saisir du sujet, nous utilisons, tout au long du travail, différents outils d'analyse déjà existants empruntés à des travaux institutionnels (de l'Office des Nations Unies contre la Drogue et le Crime par exemple) mais aussi à une littérature scientifique traitant des organisations criminelles transnationales (OCT). Les typologies que nous empruntons sont très utiles pour appréhender notre objet d'analyse et le clarifier afin de proposer des pistes de réponses aux hypothèses pour ensuite les af-

12 CRETIN Thierry, *Mafias du monde. Organisations criminelles transnationales. Actualité et perspectives*, n° 4, Paris : PUF, p. 145

firmer ou les infirmer. De plus, et ce à cause du caractère occulte du phénomène mafieux sicilien, l'utilisation de typologies est indispensable pour prendre de la hauteur. Les outils d'interprétation de la criminalité organisée fournis par certaines institutions ou par les criminologues permettent de relativiser : de mettre en relation, de faire le lien entre une catégorie construite par les typologies et notre sujet d'étude. Cette démarche a pour objectif de contribuer à rendre plus intelligible le phénomène que nous étudions.

Enfin, nous traitons dans ce travail de la présence dans le tissu socio-économique local¹³, voire régional, de la Cosa Nostra, ainsi que de son insertion dans les marchés financiers. Par conséquent, nous avons affaire à des processus entre l'« agent » mafieux et les « structures », soit le circuit économique, soit le réseau financier. Il y a donc échanges de biens et/ou de services dans le cas des activités économiques et transferts de flux dans le cas des activités financières. Il est donc préférable de considérer la Cosa Nostra comme un élément parmi cet ensemble d'interactions qui peuvent prendre la forme de communications, de transactions ou de liens informels d'interdépendance.

13 CHAMPEYRACHE Clotilde, « L'analyse économique de la mafia : une revue de littérature », *Mélanges de l'École française de Rome*, 2000, vol. CXII, n°1, p. 483

Section II – Appréhension initiale

Cette section est organisée en deux sous-sections : la sous-section A) se veut éclairante quant à la démarche intellectuelle adoptée pour la sélection du vocabulaire, la sous-section B) expose en détail et approfondit la réflexion qui nous a conduit à retenir notre cadre spatial.

Sous-section A – Vocabulaire et terminologie : *distinguo* et explications

L'étude de la mafia sicilienne a nécessité l'utilisation et la sélection d'un ensemble de termes dont le sens, parfois communément admis, aurait pu porter préjudice à la cohérence du travail. Par soucis donc de clarté et pour une meilleure compréhension, une première clarification est effectuée à propos des concepts suivants : « crime organisé » et « criminalité organisée ».

Les travaux rédigés en anglais des institutions internationales comme l'Organisation des Nations Unies (ONU) font mention d'« *organized crime* », traduit soit par « crime organisé », soit par « criminalité organisée ». Mais la première notion semble à première vue paradoxale puisqu'un « crime » est en soi un acte individuel¹⁴. Le concept de « criminalité organisée » englobe lui, à la fois un ensemble de crimes en tant qu'actes individuels, mais aussi des processus de confrontations sociales entre des acteurs du contrôle (police par exemple) et des acteurs criminels (Cosa Nostra par exemple)¹⁵. La notion de « criminalité organisée » sert donc à faire la différence avec la délinquance banale, d'imprudence ou contestataire¹⁶. Par conséquent, dans le cadre de ce travail, nous conservons le concept de « criminalité organisée » et écartons celui de « crime organisé ».

14 FONTANAUD Daniel, *La criminalité organisée*, Paris : La Documentation française, 2002, p. 13

15 MARTIN John M., ROMANO Anne T., *Multinational Crime, Terrorism, Espionage, Drug and Arms Trafficking*, Newbury Park, CA : Sage Publications, 1992, p. 13

16 CESONI Maria Luisa (sous la direction de), *op. cit.*, p. 622

Se pencher sur les activités économiques d'une entité criminelle suppose aussi de manier différents termes qualificatifs nécessaires pour caractériser ses activités qui peuvent être : « légales », « licites », « illégales », « illicites » ou bien encore, « criminelles ». Nous souhaitons donc clarifier le choix des mots, notamment celui d'employer plus volontairement l'adjectif « criminel », et peut-être dans des cas plus précis « illicite », plutôt que le terme « illégal » pour qualifier la nature des activités de la Cosa Nostra. Toujours dans un souci de cohérence donc, une explication autour de ces choix semble nécessaire.

Tout d'abord, la littérature spécialisée distingue l'« économie illégale » de l'« économie illicite », il y a donc bien une distinction à faire. Dans le premier cas, l'économie est dite « illégale » car les activités sont interdites par la loi, comme le trafic de stupéfiants. Dans le second cas, l'économie est dite « illicite » car les activités peuvent être légales mais ce sont les dispositions juridiques qui les encadrent qui ne sont pas respectées¹⁷. Quand une activité n'est pas déclarée aux autorités, de façon à contourner les taxes, la sécurité sociale ou bien le droit du travail¹⁸ (comme le « travail au noir » par exemple), l'activité, qu'elle soit illégale ou légale, est illicite. La couture n'est pas une activité prohibée par la loi, mais une telle activité non déclarée menée dans un atelier clandestin devient illicite. Toutes les activités illicites ne sont donc pas en soi illégales, interdites par la loi. *A contrario*, les activités illégales sont par définition illicites puisqu'elles sont non seulement prohibées par la loi, mais ont aussi vocation à être dissimulées vis-à-vis des autorités publiques. Enfin, l'économie « criminelle » rassemble l'économie illégale et une fraction de l'économie illicite¹⁹. Plus globalisant donc, cette notion semble plus appropriée pour appréhender l'ensemble des activités économiques et financières de la Cosa Nostra.

Une autre raison nous permet de justifier cette préférence pour le terme « criminel » plutôt qu'« illégal » et « illicite » quand il s'agit de qualifier les activités éco-

17 CHAMPEYRACHE Clotilde, *op. cit.*, p. 471

18 PONSARS Paul, SHAPLAND Joanna, WILLIAMS C. Colin, « Does the informal economy link to organised crime ? », *International Journal of Social Economics*, 2008, vol. XXXV, n° 9, p. 646

19 CHAMPEYRACHE Clotilde, *op. cit.*, p. 471

nomiques de la mafia sicilienne. Pour développer cette idée, et puisque la délimitation géographique du travail se cantonne à l'UE, rappelons avant tout que l'intégration européenne est « différenciée ». Il y a quatre principaux domaines dans lesquels les pays européens ont accepté de collaborer et de se coordonner : le marché unique, l'Union économique et monétaire (zone euro), l'espace de liberté, de sécurité et de justice, et la politique étrangère et de sécurité commune (PESC)²⁰. Mais face à ces quatre domaines, tous les États ne sont pas intégrés de façon homogène. Par exemple, certains pays européens sont membres de la zone euro, d'autres non. Certains pays ont ratifié la Convention pénale sur la corruption du Conseil de l'Europe, d'autres non, comme la Bulgarie, ou très récemment comme l'Italie²¹. Ainsi, ils n'ont donc pas adopté tous les mêmes règles et normes pour encadrer leur société (voir illustration 1). Par conséquent, une activité pourrait être illégale dans un pays A et légale dans un pays B ou bien elle pourrait n'être qu'un délit dans un pays C et un crime dans un pays D. Utiliser le terme « criminel » permet donc dans un deuxième temps de ne pas nous heurter au caractère fluctuant de la règle de droit²² et aux disparités juridiques européennes.

Enfin, l'adjectif « criminel » doit aussi se comprendre comme « ce qui est relatif au crime », et par extension, pour désigner dans notre cas ce qui est relatif à la Cosa Nostra. Cela permet de nommer avec une plus grande facilité les agissements de l'organisation criminelle incluant donc ses activités dans la sphère informelle (qui inclut les activités illégales et illicites) mais aussi dans celle formelle (qui inclut les activités légales et licites) des sociétés européennes. La criminalité organisée exploite justement les liens et les failles qui existent entre ces différents milieux, entre le « *underworld* » (monde souterrain) et le « *upperworld* » (monde « légal »)²³. Ces deux

20 KOENIG Nicole, *A differentiated view of differentiated integration*, Berlin : Jacques Delors Institut, n° 140, Juillet 2015, p. 8

21 *Convention pénale sur la corruption et Protocole additionnel à la Convention pénale sur la corruption*, Strasbourg : Conseil de l'Europe, 27 janvier 1999, p. 1

22 CONESA Pierre, « Les relations internationales illicites », *Revue internationale et stratégique*, 2001, vol. III, n°43, p. 18

23 VON LAMPE Klaus, « The application of the framework of Situational Crime Prevention to organized crime », *Criminology and Criminal Justice*, 2011, vol. XI, n° 2, p. 156

mondes sont fondamentalement opposés aux yeux de la loi mais sont aussi opposables, c'est-à-dire, au sens premier du terme, qu'ils peuvent être mis en contact.

Toutefois, le sujet distingue les activités économiques des activités financières. Quand il s'agit de qualifier ces dernières, le terme « illicite » est employé. Pour être exact, nous nous référons à la terminologie de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC), qui utilise le concept de « flux financiers illicites » : ce sont les mouvements d'argent engendrés par la criminalité, illégalement acquis, transféré ou utilisé, qui traversent les frontières²⁴.

Pour résumer, le travail emploie la notion de « criminalité organisée (transnationale) » (et non celle de « crime organisé »), celle « d'activités criminelles » (et non « illégales »), le terme « illicite » est utilisé lui lorsqu'il est question de « flux financiers » ou de toutes autres activités immatérielles. Enfin, il ne faut pas omettre que certaines activités mafieuses peuvent appartenir à l'économie formelle et donc être légales, ou tout du moins d'apparence. Dans ce cas, il est nécessaire de préciser que c'est leur nature qui est « criminelle ».

Après cette première discussion portant sur la terminologie fondamentale utilisée, la deuxième sous-section de cette deuxième section (II) se penche, elle, sur le déroulé méthodologique qui a conduit à déterminer le cadrage géographique final de ce travail.

Sous-section B – Affinage du cadre géographique

L'UE n'est pas seulement hétérogène en termes d'intégration. Une étude de la Commission européenne, destinée à déterminer le lien entre la criminalité organisée et la corruption, commandée auprès du Centre d'Étude de la Démocratie, montre que l'Union est également pleine de disparités face au phénomène de corruption. Les pays nordiques dont parmi eux le Danemark, la Finlande et la Suède sont ceux où la corruption et la criminalité organisée sont les plus faibles. L'Italie, la Bulgarie, la Po-

24 *World Drug Report : The Drug Problem and Organized Crime, Illicit Financial Flows, Corruption and Terrorism*, Vienne : United Nations Office on Drugs and Crime, 2017, p. 28 : « The most widely used definition nowadays considers illicit financial flows to be generated when crime-related proceeds (including money illegally earned, transferred or used) cross borders. »

logne et la Roumanie sont les pays où la corruption et la criminalité organisée sont les plus importantes²⁵.

Ensuite, si nous introduisons cette partie en évoquant la situation de la corruption au sein de l'UE c'est parce que la Cosa Nostra est un acteur de la criminalité organisée qui s'étend en Europe principalement²⁶. Le choix du continent européen est donc un premier affinage très général encore trop vaste dans le cadre d'un mémoire.

Après ce premier filtre, la sélection d'un panel de pays est rendu nécessaire. Pour ce faire, nous raisonnons de la façon suivante : bien que théoriquement distinctes en tant que phénomènes, la criminalité organisée et la corruption sont pourtant dans la réalité profondément liées²⁷. Et plus précisément, ce que nous apprend l'étude *Examining the link between Organised Crime and Corruption*, du Centre d'étude de la démocratie, c'est que ce sont les niveaux de corruption et les activités de la criminalité organisée qui sont très fortement corrélés²⁸. La corruption s'opère à différentes strates de la société telles que la police, la justice, l'administration, le secteur privé, etc., elles-mêmes liées à différentes activités criminelles possédant chacune leur propre objectif. L'étude constate également que la corruption est à la fois un outil d'influence auprès de la sphère publique²⁹ et un moyen pour arriver à des objectifs auprès de compagnies privées tels que : faciliter des activités criminelles, blanchir de l'argent provenant d'autres activités³⁰. Par conséquent, nous en déduisons deux postulats. Le premier est que la criminalité organisée utilise la corruption de manière rationnelle comme un outil et un moyen pour accomplir des objectifs de court, moyen ou long terme. Le second est que le fait de s'intéresser à l'objet d'étude qu'est la

25 *Examining the link between Organised Crime and Corruption*, Bruxelles : Center for the Study of Democracy, 2010 p. 12

26 LECLERC Marcel, (sous la direction de), *La criminalité organisée*, Paris : La Documentation française, 1996, p. 265

27 LA CAMERA Claudio (sous la direction de), *L'area grigia della N'drangheta*, Reggio Calabria : Aracne, 2012, p. 119

28 *World Drug Report : The Drug Problem and Organized Crime, Illicit Financial Flows, Corruption and Terrorism*, op. cit., p. 33

29 *Examining the link between Organised Crime and Corruption*, op. cit., p. 69

30 *Idem*, p. 114

« corruption », nous emmène presque inévitablement au concept de « criminalité organisée ». Par conséquent, étant donné que la Cosa Nostra use de cette pratique auprès des acteurs publics et privés, c'est en sélectionnant les pays européens les plus vulnérables face au phénomène de corruption, là où structurellement le monde politico-administratif est le plus lié au monde criminel, que nous augmentons nos chances de choisir des pays infiltrés par la Cosa Nostra. Deux études sont mobilisées pour mettre au point ce panel d'États-membres. La première, du Centre d'étude de la démocratie, raisonne en termes de degré de corruption, la deuxième, une enquête d'opinion menée par l'ONG Transparency International, raisonne en termes d'indice de perception de corruption.

D'après cet indice, les pays européens ont une moyenne qui s'élève à environ 64 points (voir annexe : illustration 2). 0 correspond à une situation de perception de corruption extrême, 100 étant le cas inverse, un contexte où la population perçoit le service public comme étant intègre. L'UE est au-dessus de la moyenne globale, calculée sur un ensemble de 176 pays, qui s'élève elle à 43 points. Ce résultat est un premier élément de réflexion, cependant, il ne reflète pas l'hétérogénéité des indices de perception de la corruption au sein de l'UE. Sur l'ensemble du classement mondial, on trouve parmi les nations de l'UE, la Bulgarie à la 75^e place alors que le Danemark fait figure d'élève modèle avec sa première place³¹. De plus, selon le rapport du Centre d'étude de la démocratie, la Bulgarie fait partie des pays possédant les plus hauts taux de corruption en Europe³². Enfin, au vu de sa récente intégration (2007), sélectionner Sofia comme cas d'étude nous donne la possibilité de faire une analyse comparative pré- et post- adhésion à la structure de l'UE. Par la suite, nous pourrions donc affirmer ou réfuter notre hypothèse selon laquelle l'espace européen est une zone intéressante en termes d'opportunités d'activités et d'enrichissement pour la mafia. À l'instar de la Bulgarie, l'Italie fait partie des six pays au sein de l'UE ayant un indice de perception de corruption en-dessous de 50 points, il est donc perçu comme l'un des pays européens les plus vulnérables face au phénomène de corruption. De

31 *Corruption Perceptions Index 2017*, Berlin : Transparency International, 21 février 2018, https://www.transparency.org/news/feature/corruption_perceptions_index_2017, 22 mars 2018, 23 mars 2018

32 *Examining the link between Organised Crime and Corruption*, *op. cit.*, p. 149

plus, ce pays est le berceau de la Cosa Nostra, et plus particulièrement la région de Sicile, il mérite donc la plus grande attention du travail. Le Royaume-Uni, bien que présentant un indice de corruption favorable et donc élevé, à savoir 81 points sur 100, sa capitale, Londres, est cependant une des plus grandes places financières du blanchiment³³. La France, notamment par sa situation limitrophe à l'Italie, demeure un cas d'étude sensé pour ce travail. En effet, les groupes criminels organisés préfèrent les pays proches de leurs zones d'activités surtout là où le cadre législatif est le moins punisseur, là où l'application de la loi y présente le moins de risque³⁴. Quoiqu'il en soit, le rapport *Threat Assessment Italian Organised Crime*, élaboré par Europol, nous conforte dans le choix de ce pays puisqu'il y explique qu'en Europe, après l'Italie, c'est principalement en Espagne et en France que la Cosa Nostra s'est implantée³⁵.

Pour résumer, quatre États-membres de l'UE forment le cadre spatial de ce travail : la Bulgarie, la France, l'Italie et le Royaume-Uni. Maintenant que cette limite géographique est fixée, il nous importe à présent de recentrer le travail sur le point focal, ou autrement dit, le foyer principal de la mafia sicilienne. Nous essayons ensuite d'esquisser une première modélisation du fonctionnement des activités économiques et financières de notre objet d'étude « Cosa Nostra », de manière à rendre ce phénomène criminel plus déchiffrable et intelligible. Enfin, nous traitons cette organisation criminelle au regard des classifications élaborées par les institutions internationales et les spécialistes de la criminologie. Cette analyse typologique est nécessaire pour déterminer les caractéristiques générales de la Cosa Nostra afin d'en dresser un schème général. Quel regard poser sur cet agent criminel ? Comment est-il saisi et saisissable par l'outillage conceptuel développé dans la littérature ?

33 FONTANAUD Daniel, *op. cit.*, p. 62

34 LECLERC Marcel, (sous la direction de), *op. cit.*, p. 265

35 *Threat Assessment : Italian Organised Crime*, La Haye : Interpol, Juin 2013, p. 16

Section III – Esquisse théorique d'un phénomène singulier

Sous-section A – Structure géographique native de l'agent « Cosa Nostra »

La Cosa Nostra est un phénomène mafieux lié à des données socio-économiques et historiques particulières, qui a de profondes racines en Sicile, région du Sud de l'Italie; ses branches, elles, s'étendent à l'international³⁶. Au départ le terme « Cosa Nostra », traduit littéralement par « Notre Chose », désignait la criminalité organisée de type mafieux d'origine italienne (et pas seulement sicilienne) qui était enracinée aux États-Unis vers la fin du XIX^e³⁷. Par l'expression « de type mafieux » il faut comprendre un système local de connivence et de collusion entre le monde criminel et le monde politico-administratif³⁸. La pratique de la corruption, ainsi que l'utilisation généralisée du système de « *pizzo* » (la protection mafieuse des commerçants en échange d'une contribution financière de leur part) sont des éléments constants de la vie de l'île de Sicile. Nous reviendrons plus en détail sur la signification particulière de la terminologie « de type mafieux » et tous les comportements criminels que cela sous-entend, c'est l'objet d'une autre section de ce travail. Quoi qu'il en soit, à cette étape du travail, nous concevons notre cas d'étude, la « Cosa Nostra », comme une organisation de type mafieux (OTM)³⁹ en étroite et particulière relation avec le territoire insulaire sicilien et l'État italien⁴⁰. Mais cette organisation criminelle était au départ simplement appelée « Mafia » et non pas « Cosa Nostra ». Ce n'est seulement qu'à partir de la fin des années 1960 que le terme est importé des États-Unis jusqu'en

36 CESONI Maria Luisa (sous la direction de), *op. cit.*, p. 7

37 COLUCCELLO Rino, *op. cit.*, p. 5

38 *Idem*, p. 16

39 CESONI Maria Luisa, « L'économie mafieuse en Italie : à la recherche d'un paradigme », *Déviance et société*, 1995, vol. XIX, n° 1. p. 51

40 CHAMPEYRACHE Clotilde, *op. cit.*, p. 470

Italie. « Cosa Nostra » et « Mafia » deviennent ensuite synonymes pour désigner cette entité criminelle sicilienne⁴¹.

Comme il existe une géographie des pouvoirs mafieux⁴², la Sicile, peut être considérée comme le territoire historique de notre cas d'étude : Palerme en est sa capitale et la *Conca d'oro*, la plaine entourant Palerme, son point d'ancrage originel⁴³. Ce fort ancrage territorial coexiste avec une présence mafieuse qui dépasse le simple cadre géographique sicilien. Cela est rendu possible, entre autres, par l'implication de la Cosa Nostra dans des activités de trafic ou bien encore de blanchiment d'argent. Il y a des dynamiques d'échanges entre zones de production, zones de diffusion et zones d'entrée de produits et de capitaux⁴⁴. Ces deux activités, de trafic et de blanchiment, impliquent en effet l'importation et/ou l'exportation à l'échelle globale de drogues et d'argent. Originellement opérant dans des activités telles que l'extorsion de fonds et la contrebande, la Cosa Nostra s'est lancée depuis les années 1970 dans le marché des stupéfiants puis dans une guerre mafieuse pour la domination du commerce d'héroïne et le contrôle des routes de la drogue de 1981 à 1983⁴⁵. Cette activité de trafic est facilitée par ses liens historiques qu'elle a avec les États-Unis, un des plus grands consommateurs de drogues à l'échelle internationale⁴⁶. À travers cet exemple, nous constatons qu'il est par conséquent difficile de délimiter les contours d'une aire d'influence à proprement parler de la Cosa Nostra. Cela est d'autant plus vrai que c'est l'une des plus larges et des plus puissantes associations mafieuses au monde, organisée en plus d'une centaine de groupes ou familles mafieuses⁴⁷.

41 COLUCCELLO Rino, *op. cit.*, p. 5

42 GAYRAUD Jean-François, *op. cit.*, p. 119

43 CHAMPEYRACHE Clotilde, *op. cit.*, p. 485

44 CONESA Pierre, *op. cit.* p. 24

45 COLUCCELLO Rino, *op. cit.*, p. 219

46 CRETIN Thierry, *op. cit.*, p. 149

47 PAOLI Letizia, « Italian Organised Crime: Mafia Associations and Criminal Enterprises », *Global Crime*, 2004, vol. XI, n° 1, p. 20

Comme expliqué en ce début de cette sous-section A), l'expression « Cosa Nostra », que nous employons ici pour désigner la mafia sicilienne, provient donc des États-Unis. Aujourd'hui, le terme est utilisé pour parler de deux organisations bien dissociables car la Cosa Nostra des États-Unis n'est pas une extension mais plutôt une cousine de sa parente sicilienne⁴⁸. D'ailleurs, pour le *Federal Bureau of Investigation* (FBI) « la Cosa Nostra » fait référence à la criminalité organisée italo-américaine (d'origine italienne), présente surtout dans la métropole new-yorkaise, composée, selon les estimations, de 1 100⁴⁹ à 2 000 membres affiliés répartis entre vingt-cinq familles aux États-Unis⁵⁰. Pour désigner l'organisation de type mafieux sicilienne que nous traitons, le FBI emploie lui, la notion d' « *Italian Criminal Enterprises* » (ICE) qui n'est pas suffisamment précise dans le cadre de ce travail. En effet, sous cette appellation, le service de police fédéral américain rassemble différentes entités criminelles : les ICE englobe les organisations mafieuses basées en Italie dont la mafia sicilienne, la Camorra et la N'drangheta⁵¹. La Camorra est installée dans la région de Campanie tandis que la N'drangheta a pour territoire historique la région de Calabre. Nous évoquons une quatrième organisation criminelle italienne, la Sacra Corona Unita dans la région des Pouilles, afin de compléter la liste des quatre organisations de type mafieux italiennes (voir annexe : illustration 3). Nous verrons par la suite, que le degré d'infiltration mafieuse diffère dans chacune de ces régions. Mais considérées dans leur ensemble, ces quatre entités criminelles participent à la sclérose de l'économie du *Mezzogiorno* (ensemble des régions insulaires et péninsulaires du Sud de l'Italie)⁵².

48 CRETIN Thierry, *op. cit.*, p. 126

49 *Results of a Pilot Survey of Forty Selected Organized Criminal Groups in Sixteen Countries*, Vienne : United Nations Office on Drugs and Crime, septembre 2002, p. 95

50 LECLERC Marcel, (sous la direction de), *op. cit.* p. 221

51 *Ibidem*.

52 LA CAMERA Claudio (sous la direction de), *op. cit.*, p. 128

Pour synthétiser, le cœur de notre sujet, à savoir la « Cosa Nostra », était initialement communément appelé « Mafia ». L'appellation que nous utilisons aujourd'hui n'est donc pas née en Sicile mais est un vocable importé des États-Unis à la fin des années 1960. Afin d'être tout à fait clair quant au choix des expressions employées pour qualifier notre objet d'étude, nous retenons les termes « Mafia » et « Cosa Nostra » pour désigner précisément l'organisation mafieuse sicilienne. Bien qu'également installée outre-Atlantique, la Cosa Nostra présente aux États-Unis est une organisation distincte, elle n'est donc pas traitée dans ce travail et ne doit pas être confondue. Nous avons aussi identifié derrière le phénomène mafieux qu'est « Cosa Nostra », plusieurs éléments cruciaux pour la suite du travail qui méritent d'être relevés. Tout d'abord, l'implication de la Cosa Nostra dans des activités criminelles transnationales comme le trafic et le blanchiment (entre autres), qui rend impossible la délimitation d'une aire géographique d'influence – ou de puissance? – clairement définie. De plus, ces affaires lucratives sont elles-mêmes liées à des réseaux criminels interconnectés⁵³ et mondialisés, c'est-à-dire déployés à travers le monde via plusieurs pôles par l'intermédiaire de coopérations et d'outils de communication⁵⁴. Ces activités engendrent donc des flux financiers illicites (au sens donné par l'ONUDC, voir section II), sous-section A)) qui alimentent les réseaux anonymes de l'argent⁵⁵ dont l'origine est très difficilement identifiable.

Ensuite, le caractère mafieux sous-jacent, voire inhérent à la Cosa Nostra, correspond à des pratiques mais plus globalement à des structures et des fonctionnements, propre à chacune des quatre mafias italiennes. Avec la Camorra, la N'drangheta et la Sacra Corona Unita, la Cosa Nostra fait partie des organisations de type mafieux (nous conservons pour la suite du travail l'acronyme « OTM »). Ceci est une première typologie qui nous permet d'évoquer et de distinguer la structure mafieuse du fonctionnement mafieux. Comment la Cosa Nostra arrive-t-elle à s'imbriquer dans sa structure socio-économique locale et à l'échelle européenne (en lien avec nos quatre

53 LEMAN Johan, *L'État gruyère. Mafias, visas et traite en Europe*, Wavre : Édition Mols, 2002, p. 219

54 PERROUX François, *L'économie du XX^e siècle*, n° 2, Paris : PUF, 1964, p. 366

55 DE FALCO Rossella, « Life Among Mafias », *Survival : Global Politics and Strategy*, 2016, vol. LVIII, n° 5, p. 214

États-membres) ? Comment schématiser le plus objectivement possible les dynamiques qu'elle engendre ? Doit-on raisonner en termes de réseaux, de circuits, de liens informels, etc. ?

Sous-section B – Tentative de modélisation d'un fonctionnement spécifique

Dans notre cas, la présence d'une structure criminelle sur un territoire donné, la Cosa Nostra en Sicile, est donc avérée. Ce qu'il faut à présent tenter de déchiffrer, ce sont les différents processus qui l'entourent et qui l'animent. Cette sous-section est donc à la fois axée sur le fonctionnement de la Mafia en tant qu'entité criminelle capable de contrôler une zone géographique et d'y développer des dynamiques d'échanges, économiques, financiers ou encore relationnels. Cette sous-section a également une portée plus générale puisqu'elle va expliciter le titre du sujet qui fait mention de « circuits économiques » et de « réseaux financiers ».

Très schématiquement, la mainmise mafieuse peut être représentée par un triangle dont les trois pointes sont la Cosa Nostra, l'entreprise et les autorités locales⁵⁶. Dans ce schéma, l'entité criminelle cherche à prendre le dessus sur les entités socio-économique et politico-administrative en exerçant une pression sur elles par l'usage de la violence et de la corruption. Conséquemment, la Mafia parvient à s'insérer dans la vie économique légale et à obtenir politiquement satisfaction (le retrait d'une loi par exemple) et protection (via le clientélisme et l'omerta – la loi du silence⁵⁷). La Cosa Nostra met donc en place une économie de type « criminel », dans sa plus proche structure politico-socio-économique, qui présuppose des dynamiques d'échanges conflictuels (la violence), l'imbrication dans la sphère légale de l'économie (via les marchés publics) et des dynamiques de liens informels (collusion avec le monde politique)⁵⁸.

⁵⁶ CRETIN Thierry, « Mafias. Une criminalité accomplie, une lutte qui l'est moins », *Études*, 2007, vol. IX, tome n° 407, p. 157

⁵⁷ *Idem*, p. 158

⁵⁸ CESONI Maria Luisa, « L'économie mafieuse en Italie : à la recherche d'un paradigme », *op. cit.*, p. 58

Ce triptyque se retrouve dans la province de Trapani en Sicile (voir illustration 4). Principalement concentrées dans ce territoire à l'extrême Ouest de l'île, les familles de la Cosa Nostra qui y sont installées usent de la corruption, pratique qualifiée de « plus grand levier (« *enabler* ») de la criminalité organisée »⁵⁹ par les Nations Unies, et de la violence, pour parvenir à leurs fins. Tout en se bâtissant une influence notoire auprès des différents niveaux politiques (local, régional, national), la Mafia de Trapani a également réussi à pénétrer de nombreux secteurs économiques dans la région de Sicile, comme la construction, le vin, la gestion des déchets, etc.⁶⁰. Cette présence dans le tissu socio-économique régional se concrétise *in fine* par l'émergence paradoxale d'entreprises « légales-mafieuses », dont l'activité est déclarée et légale mais dont la possession est aux mains, directement ou indirectement (par l'usage de prête-nom), de la Cosa Nostra⁶¹. Ces entreprises dites « légales-mafieuses » vont ainsi se retrouver dans de potentielles situations d'interactions et d'interdépendances avec des agents économiques non-mafieux sur les marchés⁶².

Au sens économique, et donc figuré, du terme, le marché est le lieu de rencontre entre l'offre et la demande, entre vendeurs et acheteurs. L'entreprise est donc intrinsèquement liée au marché et inversement. À l'intérieur de ce marché les entreprises sont reliées entre-elles par un réseau d'échanges⁶³. Les entrepreneurs mafieux se retrouvent ainsi à opérer sur des marchés publics, lieu de rencontre entre l'autorité publique, qui fait une commande publique (infrastructures, routes, services, etc.), et d'autres entités économiques publiques ou privées. Plus globalement, en participant à ces marchés publics qui font partie intégrante de l'économie légale, la Mafia se retrouve en promiscuité avec des « agents honnêtes »⁶⁴. Finalement, les agents mafieux forment un réseau d'entrepreneurs qui tend à se transformer en un monopole local

59 World Drug Report : The Drug Problem and Organized Crime, Illicit Financial Flows, Corruption and Terrorism, *op. cit.*, p. 3

60 Results of a Pilot Survey of Forty Selected Organized Criminal Groups in Sixteen Countries, *op. cit.*, p. 107

61 CHAMPEYRACHE Clotilde, « L'entreprise légale-mafieuse : efficience ou éthique ? », *Éthique et économie*, 2015, vol. XII, n° 1, p. 48

62 CHAMPEYRACHE Clotilde, « L'analyse économique de la mafia: une revue de littérature », *op. cit.*, p. 479

63 BEITONE Alain, CAZORLA Antoine, HEMDANE Estelle, *Dictionnaire de science économique*, n° 5, Paris : Armand Colin, 2016, p. 383

formé par une multitude d'entreprises détenues par une même famille de la Cosa Nostra⁶⁵. Appréhender la Mafia nécessite ainsi de raisonner en termes de marché qui induit, par définition, des réseaux.

Le réseau peut être lui défini comme un ensemble de relations qui met en contact des individus, des entités et des activités. Il permet ainsi d'organiser et de diriger des flux matériels ou immatériels : transports via les voies de communications (routes) dans le premier cas, et télécommunications et activités bancaires dans le second cas⁶⁶. Comme expliqué précédemment, les agents mafieux de la Cosa Nostra forment au sein du marché régional, ou tout du moins local (au sens économique du terme) un réseau d'entrepreneurs mafieux. Mais les mafias, et donc la Cosa Nostra, ont une portée internationale, certaines estimations affirmant d'ailleurs que l'organisation mafieuse sicilienne opère dans plus de quarante États⁶⁷. Elle réalise donc une grande partie de ses activités lucratives en dehors de son territoire « natal » notamment en participant au trafic international de stupéfiants⁶⁸. Ces affaires illicites et transnationales supposent la coopération avec d'autres organisations criminelles et donc l'insertion et la participation à des réseaux criminels mondiaux⁶⁹. Pourquoi peut-on par conséquent également raisonner en termes de flux dans ce cas ?

Le caractère illicite des capitaux engendrés par des activités de trafic de stupéfiants se confirme si nous nous référons à une directive européenne anti-blanchiment. En effet, lorsque des capitaux sont générés par une infraction liée au terrorisme, à la criminalité organisée, au trafic illicite de stupéfiants, à la traite des êtres humains,

64 CHAMPEYRACHE Clotilde, « L'analyse économique de la mafia: une revue de littérature », *op. cit.*, p. 475

65 CHAMPEYRACHE Clotilde, « L'entreprise légale-mafieuse : efficience ou éthique ? », *op. cit.*, p. 57

66 BEITONE Alain, CAZORLA Antoine, HEMDANE Estelle, *op. cit.*, p. 565

67 LECLERC Marcel, (sous la direction de), *op. cit.*, p. 111

68 CRETIN Thierry, « Mafias. Une criminalité accomplie, une lutte qui l'est moins », *op. cit.*, p. 162

69 *Results of a Pilot Survey of Forty Selected Organized Criminal Groups in Sixteen Countries*, *op. cit.*, p. 107

etc., l'origine de cette richesse créée est considérée comme illicite⁷⁰. Ainsi, et toujours en accord avec le concept de « flux financiers illicites » de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC) (voir section II), sous-section A)), la Cosa Nostra est partie prenante, et alimente les flux de capitaux financiers illicites. Le marché financier, où s'effectuent des transactions monétaires sous forme d'actions ou de titres de créance⁷¹, est lui aussi composé d'un ensemble de réseaux d'échanges (de capitaux) réalisés par des agents économiques et des institutions bancaires. Dans le cas de flux financiers illicites, la richesse créée se nourrit de la corruption, des activités criminelles et de l'évasion fiscale⁷² et s'introduit ensuite dans la structure financière mondiale. De plus, les flux financiers se distinguent de ceux physiques et d'information. Raisonner en termes de flux permet donc d'insister sur le caractère immatériel des échanges de capitaux qui se produisent entre la Cosa Nostra et les autres agents, criminels ou non, de la vie économique, et lui confère de ce fait un rôle de mafia financière⁷³.

Enfin, si nous préférons la notion de « circuit économique » à celle de « réseau économique » c'est parce que dans le premier cas, il y a l'idée sous-jacente d'un mouvement circulaire dans lequel se situent les autres composantes de la société dont les agents économiques et politico-administratifs⁷⁴ (la figure géométrique du « triangle » évoquée précédemment), qui souligne l'interdépendance de ceux-là avec la Mafia. Contrairement aux réseaux financiers, le circuit économique ne transcende pas les frontières, dans ce travail il doit être compris comme le tissu productif et économique régional (à l'échelle de la Sicile) dans lequel s'est imbriquée la Cosa Nostra. De plus, la notion de « circuit » est également efficiente pour comprendre les straté-

70 DELRUE Geert, *Le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme*, n° 2, Anvers : Maklu Pub, 2012, p. 29

71 BEITONE Alain, CAZORLA Antoine, HEMDANE Estelle, *op. cit.*, p. 396

72 FONTANA Alessandra, HEARSON Martin, *Illicit Financial Flows and Measures to Counter Them: An Introduction*, Bergen : Anti-Corruption Resource Centre, n° 9, p. 2

73 CESONI Maria Luisa, « L'économie mafieuse en Italie : à la recherche d'un paradigme », *op. cit.*, p. 54

74 LEMAN Johan, *op. cit.*, p. 38

gies de noyautage de la petite et moyenne et grande délinquance⁷⁵ par la criminalité organisée. Des « circuits courts » relationnels informels sont ainsi mis en place entre ces différents niveaux de délinquance et les organisations criminelles, que nous appelons « circuits informels »⁷⁶.

Sous-section C – Nécessaire représentation par le biais des typologies

La Cosa Nostra doit à présent être analysée sous l'angle de certaines typologies et classifications, cela est nécessaire pour déterminer et en extraire ses principales caractéristiques. Cette mise en perspective a une double fonction : associer pour mieux dissocier ensuite. Au regard des caractéristiques des organisations criminelles transnationales (OCT) et de la définition qu'en donne la Convention de Palerme de 2000, la Cosa Nostra en fait-elle partie ? Si oui, dans quelle mesure s'en distingue-t-elle ? Quelles sont ses particularités ? C'est à toutes ces questions que nous tentons de répondre à travers cette sous-section.

Le « socle typologique » de cette sous-section repose donc sur la définition donnée par les Nations Unies d'un « groupe criminel organisé ». Car si la « criminalité organisée transnationale » est le concept abstrait, le groupe criminel organisé et/ou l'organisation criminelle en est l'émanation concrète. Selon la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée, qui s'est déroulée, symboliquement, à Palerme le 15 novembre 2000, la notion de « groupe criminel organisé » désigne : « un groupe structuré de trois personnes ou plus existant depuis un certain temps et agissant de concert dans le but de commettre une ou plusieurs infractions graves (acte constituant une infraction passible d'une peine privative de liberté dont le maximum ne doit pas être inférieur à quatre ans ou d'une peine plus lourde) ou infractions établies conformément à la présente Convention, pour en tirer, directement

⁷⁵ CRETIN Thierry, *Mafias du monde. Organisations criminelles transnationales. Actualité et perspectives*, op. cit., p. 7

⁷⁶ KOUTOUZIS Michel, PEREZ Pascale, *Crime, trafics et réseaux : géopolitique de l'économie parallèle*, Paris : Ellipses, 2012, p. 23

ou indirectement, un avantage financier ou un autre avantage matériel.⁷⁷ ». La Cosa Nostra répond aux critères donnés pour la définition d'une « organisation criminelle » (nous utilisons ce lexique comme un synonyme de « groupe criminel organisé »). Nous avons vu que la Mafia se livre à des activités de trafic international et par conséquent commet des infractions qui sont de nature transnationale, dans le sens donné par cette même Convention. Les infractions sont transnationales si elles sont « commises dans un État mais impliquent un groupe criminel organisé qui se livre à des activités criminelles dans plus d'un État⁷⁸ ». Par déduction, la Cosa Nostra est une organisation criminelle transnationale (OCT). Est-il également possible de classer notre objet d'étude dans la catégorie des « mafias » ?

Nous nous référons dans un premier temps à la sémantique. Que signifie le mot « mafia » et d'où vient-il ? Si son origine est plus largement reconnue comme étant sicilienne, sa signification actuelle s'est construite avec le temps et les époques et recouvre plusieurs réalités. Dès 1865, le mot « mafia », également orthographié « mafia » désigne en Sicile soit une association organisée de criminels et toutes les implications que cela suppose (violence, délits, crimes), soit un groupe d'hommes protégeant les plus démunis⁷⁹. En effet, « maffa », signifierait la « misère » en dialecte toscan (région de Toscane)⁸⁰. Là encore, cette acception est contestée. D'autres expliquent l'origine de ce mot par le serment d'un groupe de résistants contre la monarchie des Bourbons, datant du XIX^e, formant l'acronyme MAFIA : *Mazzini Autorizza Furti Incendi Avvelenamenti* (« Mazzini autorise le vol, l'incendie, le poison »). Giuseppe Mazzini étant l'un des chefs du *Risorgimento*, combattant pour l'unité de l'Italie⁸¹. Quoi qu'il en soit, nous en retenons le sens le plus communément admis : la

⁷⁷ Résolution 55/25 de l'Assemblée générale sur la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée et protocoles s'y rapportant, Palerme : Nations Unies, 15 novembre 2000, 55/25. p 5

⁷⁸ *Idem*, p 6

⁷⁹ COLUCCELLO Rino, *op. cit.*, p. 5

⁸⁰ CRETIN Thierry, *Mafias du monde. Organisations criminelles transnationales. Actualité et perspectives*, *op. cit.*, p. 139

⁸¹ ANDERSON (Graebner) Annelise, *The Business of Organized Crime: A Cosa Nostra Family*, Stanford : Hoover Institution Press, 1979, p. 46

« mafia » désigne le groupe de criminels siciliens que nous traitons et appelons dans ce travail « Cosa Nostra ». Pour conclure ce paragraphe, évoquons l'aspect culturel du terme « mafia ». Cela permet de nuancer notre choix de signification du mot « mafia » et dans le même temps, cela permet de le consolider puisqu'il apparaît d'autant plus nécessaire pour simplifier ici des faits hautement complexes. En effet, une sorte de mystification a aliéné la notion de « mafia » et a ainsi mêlé idéologie mafieuse - l'usage de la violence non pas comme l'expression d'une révolte mais comme un levier pour gagner du pouvoir et du prestige⁸²- et « sicilianisme⁸³ », qui serait du ressort de la tradition, du folklore typique de l'île⁸⁴. Le terme « mafia » est donc un creuset de sens et de réalités, il est le résultat d'un véritable modelage sémantique.

Ce travail distingue « Mafia » et « mafia ». Le premier, par commodité, désigne notre objet d'étude et est donc synonyme de « Cosa Nostra » (comme expliqué dans la section III), sous-section A)). Le deuxième est par définition(s), nous venons de le constater, une notion pleine d'incertitudes encore à ce jour. Cependant, certains travaux et rapports font mention des « mafias italiennes » en tant que macro-catégorie des organisations criminelles transnationales⁸⁵. La catégorisation des OCT par l'identité est-elle pertinente ? Cette méthode de classification est à relativiser. En effet, Europol constate que plus de 70 % des groupes criminels organisés ont en leur sein des membres multi-nationaux, c'est-à-dire provenant de différents pays⁸⁶. De plus, certains auteurs ajoutent à la liste des mafias les triades chinoises, les *yakuza* japonais, les familles mafieuses d'Amérique du Nord, les clans turcs, etc. Le concept de « mafia » ne correspond donc pas à une zone géographique (en l'occurrence l'Italie) mais

82 COLUCCELLO Rino, *op. cit.*, p. 24

83 *Idem*, p. 67

84 CRETIN Thierry, *Mafias du monde. Organisations criminelles transnationales. Actualité et perspectives*, *op. cit.*, p. 139

85 SAVONA Ernesto, BERLUSCONI Giulia, *Organized Crime Infiltration of Legitimate Businesses in Europe: A Pilot Project in Five European Countries*, Trento: Transcrime – Università degli Studi di Trento, p. 9

86 *EU serious and organised crime threat assessment*, La Haye : Europol, 2013, p. 34

plutôt à un degré tel de symbiose entre l'organisation criminelle et son environnement politico-socio-économique, que la mafia serait en quelque sorte la forme la plus accomplie de la criminalité⁸⁷. Une telle proximité avec le monde environnant est possible notamment grâce à l'ancienneté de certaines mafias. Elles ont réussi, à un moment donné dans l'histoire de leur région d'origine, à s'enraciner profondément et y créer un intangible *underground system*⁸⁸. C'est en ça que l'organisation criminelle mafieuse, et dans notre cas, la Cosa Nostra, se différencie d'une organisation criminelle classique. La Mafia est ancienne, certaines sources remontent l'existence de la Mafia au XVIII^e siècle, où s'est déjà mise en place une dynamique d'imbrication entre le pouvoir légal et illégal⁸⁹. L'histoire, les rites d'initiation, les traditions forment une base historico-culturelle⁹⁰ sur laquelle peuvent s'appuyer les chefs mafieux, le premier « *capo di tutti capi* » (littéralement, « chefs de tous les chefs ») de la Cosa Nostra émergeant dès 1904⁹¹.

Afin de compléter notre tableau typologique de la Cosa Nostra, l'arrière-plan étant les OCT, le second, la catégorie des « mafias », il importe de se pencher sur le premier plan qui est plus technique car de nature proprement juridique. C'est la structure jurico-légale italienne qui va faire avancer la construction d'une représentation sociale de l'agent « Cosa Nostra » en instaurant le 13 septembre 1982, un nouvel outil juridique : la loi Rognoni-La Torre. Car pour combattre légalement un tel phénomène mafieux, il faut pouvoir y mettre des mots exacts, le décrire avec justesse et pertinence. Cette loi introduit donc la notion de délit « d'association de type mafieux » qui est décrit de la façon suivante : « L'association est de type mafieux quand ceux qui en font partie se servent de la force d'intimidation, du lien associatif et de la condition d'assujettissement et d'omerta qui en dérive pour commettre des délits,

87 CRETIN Thierry, « Mafias. Une criminalité accomplie, une lutte qui l'est moins », *op. cit.*, p. 153

88 LEMAN Johan, *op. cit.*, p. 40

89 COLUCCELLO Rino, *op. cit.*, p. 43

90 CRETIN Thierry, « Mafias. Une criminalité accomplie, une lutte qui l'est moins », *op. cit.*, p.154

91 STERLING Claire, *La pieuvre. La mafia à la conquête du monde 1945-1989*, Paris : Robert Laffont, 1990, p. 341

pour acquérir de façon directe ou indirecte la gestion ou du moins le contrôle sur des activités économiques, des concessions, des autorisations, adjudications et services publics ou pour réaliser des profits ou des avantages injustes pour soi ou pour autrui, ou encore dans le but d'empêcher ou de gêner le libre exercice du vote ou de procurer des voix à soi ou à d'autres à l'occasion de consultations électorales.⁹²» Cette loi, article 416 *bis*, paragraphe 3 du Code pénal italien, dite « de confiscation », permet ainsi de retirer aux agents mafieux leurs biens mobiliers et immobiliers dérivés de profits illicites. Elle a été particulièrement efficace dans la lutte contre la Mafia et ses mécanismes de violence, de corruption et de collusion par le bas (commerçants et entrepreneurs) et par le haut (monde politico-administratif)⁹³. À la suite des « maxi-procès » conduits à Palerme en 1986 et 1987, fondés sur cet article 416 *bis*, une série de condamnations a lieu dès 1992 dont notamment celle de Vito Ciancimino, maire de Palerme de 1970 à 1971, reconnu coupable d'appartenance mafieuse et condamné à dix ans de rétention⁹⁴. Fondamentale donc pour la sauvegarde de la démocratie en Italie, cette loi a également inspiré les criminologues et les chercheurs qui ont établi une catégorie d'OCT nommée « association traditionnelle de type-mafieux » dans laquelle figure la Cosa Nostra⁹⁵.

Le développement et la création d'outils typologiques et juridiques sont essentiels dans la description et la lutte contre la criminalité organisée, notamment contre les structures mafieuses dotées d'une forte capacité d'adaptation⁹⁶. Dans notre cas, ils permettent d'associer la Cosa Nostra à la fois à de grandes tendances comportementales criminelles mais aussi à des situations criminelles spécifiques comme c'est le cas avec les mafias. Organisation criminelle transnationale, mais aussi mafia, dont les acceptions vont au-delà du sens commun largement admis, et juridiquement

92 CHAMPEYRACHE Clotilde, « L'entreprise légale-mafieuse : efficience ou éthique ? », *op. cit.*, p. 47

93 GAYRAUD Jean-François, *op. cit.*, p. 178

94 CRETIN Thierry, *Mafias du monde : Organisations criminelles transnationales. Actualité et perspectives*, *op. cit.*, p. 151

95 SAVONA Ernesto, BERLUSCONI Giulia, *op. cit.*, p. 9

96 CRETIN Thierry, « Mafias. Une criminalité accomplie, une lutte qui l'est moins », *op. cit.*, p. 161

conceptualisée en tant qu'association de type-mafieux, la Cosa Nostra est multiforme par sa caractérisation. Le plan d'ensemble de notre objet d'étude, agent et phénomène mafieux, étant ainsi réalisé, il faut à présent le superposer à d'autres phénomènes mondiaux pour en faire ressortir les contours d'une pensée géopolitique. Si la mondialisation, la globalisation et la « transnationalisation⁹⁷», pour reprendre l'expression de James N. Rosenau, ne datent pas de la fin de la Guerre froide, l'ouverture des frontières a intensifié et approfondi ces phénomènes. Ces trois processus peuvent être qualifiés de « phénomènes », vocabulaire que nous évoquions précédemment pour qualifier la Cosa Nostra, car ils sont à l'origine de faits observables et quantifiables. Si la criminalité organisée a su profiter de ces mouvements planétaires que sont la mondialisation et la globalisation⁹⁸, quelles opportunités nouvelles sont apparues pour la Cosa Nostra ? De quels moyens la Mafia dispose-t-elle pour faire face à ces bouleversements ? Quel impact en termes géopolitiques pour cet acteur non-étatique, faisant partie des mafias et des OCT dont leur émergence est reconnue dès les années 1990⁹⁹ ?

97 COHEN Samy, « Les États face aux nouveaux acteurs », *Politique internationale*, 2005, n° 107, p. 1

98 FONTANAUD Daniel, *op. cit.*, p. 3

99 GAYRAUD Jean-François, *op. cit.*, p. 58

Section IV – Construction d’une vision géopolitique propre à la Cosa Nostra

Sous-section A – Rapport ambivalent à la notion de territorialité

La fin de la Guerre Froide a-t-elle marqué le début d'un système où le principe de territorialité n'est plus qu'un « cadre d'allégeance dépassé¹⁰⁰ » pour la Cosa Nostra ? Si allégeance envers l'État italien il y a déjà eu de la part de la Mafia, ce qui est plus certain c'est qu'elle s'est forgé comme État alternatif capitalisant la défiance envers celui national¹⁰¹. Cette sous-section met donc en lumière la relation particulière qu'entretient l'agent « Cosa Nostra » avec le territoire national et plus particulièrement avec sa structure territoriale « Sicile ». La chute du rideau de fer, facilitant l'implantation d'organisations criminelles en Europe, du fait du vide étatique causé par la transformation des structures, ne semble pourtant pas avoir fait délocaliser la Cosa Nostra¹⁰². Elle qui est pourtant une « organisation criminelle transnationale », c'est-à-dire que ses activités criminelles traversent les juridictions, impactent et impliquent les institutions et les citoyens de deux nations ou plus¹⁰³. Mais de même que certains modèles-types d'organisations criminelles se basent soit sur les activités, la structure physique ou encore les conditions historico-socio-culturelles¹⁰⁴, nous devons distinguer les activités de la Cosa Nostra de sa structure. Celle-ci est très concrète et nous l'avons vu, géographiquement localisable.

La mainmise des familles mafieuses sur la Sicile, et particulièrement les provinces de Trapani et de Palerme est un fait, que ce soit dans les domaines politique,

100 LAROCHE Josepha, *Politique Internationale*, Paris : LGDJ, 1998, p. 87

101 CHAMPEYRACHE Clotilde, « L'analyse économique de la mafia: une revue de littérature », *op. cit.*, p. 483

102 FONTANAUD Daniel, *op. cit.*, p. 3

103 MARTIN John M., ROMANO Anne T., *op. cit.*, p. 14

104 LE Vy, « Organised Crime Typologies: Structure, Activities and Conditions », *International Journal of Criminology and Sociology*, 2012, vol. I, p. 121

économique, voire syndicale¹⁰⁵. C'est ce qui caractérise, nous l'avons vu précédemment, le fonctionnement mafieux (section III), sous-section B)). Cette présence physique est de plus de longue date. Dès la fin du XV^e siècle, dans une société sicilienne divisée entre la couronne espagnole et les barons, une proto-mafia est assermentée par la noblesse pour la protéger en échange de quoi elle lui confère protection¹⁰⁶. Mais c'est surtout pendant le XIX^e siècle que certains observateurs contemporains constatent l'implantation durable d'un phénomène mafieux. Au service des grands propriétaires terriens face aux révoltes paysannes dans une Sicile post-féodale¹⁰⁷, il existe déjà à cette époque une réelle réciprocité fonctionnelle entre agents non-mafieux et agents criminels. En 1865, quatre ans après la fondation du royaume d'Italie survenue après les guerres d'indépendance nommées le *Risorgimento*, un préfet envoyé en Sicile par le Ministère de l'Intérieur constate que la « maffia, croît avec impertinence »¹⁰⁸. La présence locale de la Mafia est donc ancienne et son ancrage, social, politique et économique, sans être un État, possède pourtant de solides fondations.

État dans l'État, contre-État ou bien simple intermédiaire¹⁰⁹ entre populations et classes dirigeantes¹¹⁰, l'image fonctionnelle attribuée à la Mafia est toujours une mise en parallèle avec la structure étatique. Or, analyser une entité criminelle en utilisant les mêmes outils théoriques et représentations mentales utilisés pour décrire un État-nation ne semble *a priori* pas évident. De plus, comparer l'État, société politique, et la Mafia, société occulte dont l'émanation n'est pas premièrement politique mais criminelle, nous paraît incongru. *A posteriori*, il apparaît cependant nécessaire de mobi-

105 CRETIN Thierry, « Mafias. Une criminalité accomplie, une lutte qui l'est moins », *op. cit.*, p. 157

106 COLUCCELLO Rino, *op. cit.*, p. 9

107 GAYRAUD Jean-François, *op. cit.*, p. 64

108 COLUCCELLO Rino, *op. cit.*, p. 4

109 KOUTOUZIS Michel, PEREZ Pascale, *op. cit.*, p. 149

110 LEMAN Johan, *op. cit.*, p. 28

liser des éléments sur lesquels se construit l'État. Il ne s'agit donc pas de séparer fondamentalement Mafia et État, comme s'il n'y avait pas d'interactivités entre les deux entités, mais plutôt de les distinguer pour mieux comprendre comment, théoriquement, ils peuvent se ressembler. Le *Nomos*, c'est-à-dire l'ordre spatial qui exige délimitation, dimension et répartition, est l'élément fondateur de tout ordre fondamental et organisation humaine¹¹¹. La Cosa Nostra parvient à asseoir son pouvoir sur un *Nomos* de la même façon que le fait un État. Cela implique des limites spatiales concrètes et le contrôle d'un territoire qui est donc la caractéristique fondamentale d'une mafia¹¹².

La mondialisation et la globalisation, désignant respectivement l'unification du temps et de l'espace et l'universalisation des enjeux¹¹³, ont été accentuées par l'arrivée de nouvelles technologies de l'information et de la communication (NTIC) offrant aux groupes criminels de nouvelles opportunités¹¹⁴. Ces deux phénomènes pas pour autant mis fin à la mitoyenneté existante entre l'agent mafieux « Cosa Nostra » et sa structure socio-politico-économique « Sicile »¹¹⁵. Le rapport au territoire de la Mafia peut être quantifiable en termes de degré d'infiltration mafieuse. Une étude a en effet montré que de 1950 à 1992, presque 40 % des élus de Sicile de l'Ouest et plus largement en Italie, de 40 à 75 % des députés chrétiens-démocrates, étaient ouvertement soutenus par la Cosa Nostra¹¹⁶. Cette relation entre le monde politique et le monde mafieux prend la forme d'une collusion quasiment symbiotique¹¹⁷ qui confirme l'atta-

111 LECLERC Marcel, (sous la direction de), *op. cit.*, p. 106

112 CRETIN Thierry, « Mafias. Une criminalité accomplie, une lutte qui l'est moins », *op. cit.*, p.157

113 GARDA Christophe, *Mondialisation et globalisation*, Paris : Irénées, 2003, http://www.irenees.net/bdf_fiche-notions-21_fr.html, juin 2018, 10 mars 2017

114 *World Drug Report : The Drug Problem and Organized Crime, Illicit Financial Flows, Corruption and Terrorism*, *op. cit.*, p. 9

115 CRETIN Thierry, « Mafias. Une criminalité accomplie, une lutte qui l'est moins », *op. cit.*, p.153

116 *Examining the link between Organised Crime and Corruption*, *op. cit.*, p. 75

117 CHAMPEYRACHE Clotilde, « L'analyse économique de la mafia: une revue de littérature », *op. cit.*, p. 471

chement de la Mafia au territoire, ou tout du moins à sa dimension politique. Cela crée par conséquent un système, dans le sens d'un ensemble de relations entre différents éléments, mafieux affiliés et mafieux associés (d'après la loi Rognoni-La Torre) qui prennent la forme de communications, d'échanges et de liens informels d'interdépendance¹¹⁸. C'est aussi pour cela que la Cosa Nostra est assimilable à un modèle d'OCT de type patrimonial ou modèle protecteur-protégé (« *patrimonial (patron-client) model* »). Cette typologie se concentre sur le caractère mono-ethnique de l'OCT (ce qui est le cas pour la Cosa Nostra) lié au recrutement, aux relations entre familles mafieuses et réseaux d'échange informels entre protecteurs et protégés¹¹⁹. Tout ce système est basé sur la confiance, elle-même sacralisée par la règle de l'omerta. Ce modèle-type comparable à du clientélisme prévaut dans le *Mezzogiorno*. Il est perceptible si nous nous référons à la densité de présence mafieuse (calculée sur un ratio population/affiliés) dans cette zone géographique italienne : en Sicile il est de 1 %, en Calabre de 2, 7 %, en Campanie de 1, 2 % et dans la région des Pouilles de 2 %¹²⁰.

Ce profond rapport au territoire local et régional se confirme également par le constat de l'infiltration mafieuse dans la sphère économique légale. Dans un premier temps, la première hypothèse est que la Mafia s'insère dans les marchés publics en raison de son intérêt lucratif. C'est en tout cas ce que nous pouvons constater quand certaines estimations avancent le fait que les profits obtenus par les mafias via la gestion des déchets sont supérieurs à ceux du trafic de stupéfiants¹²¹. Dans le même temps, des chercheurs présument que la Mafia ne cherche pas tant à s'étendre qu'à protéger les marchés économiques liés aux pouvoirs publics¹²² dans lesquels elle se trouve déjà, lui conférant par conséquent un champ d'action plus local que transna-

118 *L'étude des relations internationales : paradigmes contestés*, Paris : UNESCO, 1974, p. 23

119 LE Vy, *op. cit.*, p. 125

120 CRETIN Thierry, « Mafias. Une criminalité accomplie, une lutte qui l'est moins », *op. cit.*, p.155

121 KOUTOUZIS Michel, PEREZ Pascale, *op. cit.*, p. 8

122 CHAMPEYRACHE Clotilde, « L'analyse économique de la mafia: une revue de littérature », *op. cit.*, p. 475

tional¹²³. De cette façon le contrôle effectif du territoire par l'intermédiaire d'un réseau d'entrepreneurs et d'entreprises légales-mafieuses est maintenu¹²⁴. Il semblerait que cette insertion dans l'économie légale s'inscrit *a fortiori* dans une volonté stratégique de légitimation sociale, accessoirement rationnelle d'un point de vue économique vu que la légalité permet la durabilité et enfin, elle facilite la dissimulation de liquidités d'origine criminelle¹²⁵. Mais une fois insérée dans des secteurs économiques légaux comme la construction, le vin ou encore l'industrie de la pêche¹²⁶, la Cosa Nostra continue ses activités criminelles. L'extorsion systématique, via le système du *pizzo*, auprès des entrepreneurs non-mafieux installés dans sa zone, peut être assimilée au prélèvement d'un impôt¹²⁷. En plus d'obtenir conditionnement de la part des agents économiques, cela permet aussi à la Mafia de disposer d'un accès facilité aux droits de propriétés des entreprises puisque les agents non-mafieux sont très souvent expulsés de son territoire¹²⁸.

Les phénomènes mondiaux post-Guerre Froide, comme la mise en place d'aires mondiales économiques et financières interdépendantes facilitée par la généralisation du capitalisme - phénomènes que nous regroupons derrière les concepts de mondialisation et de globalisation - n'ont pas fait disparaître la relation mafieuse au territoire. La Cosa Nostra est une mafia « territorialisée », implantée profondément et depuis, *a minima*, selon les sources, le XIX^e siècle. Sa mainmise locale et provinciale voire régionale est triple : politique, économique et donc sociale. À tel point que la littérature fait mention d'une économie assistée, c'est-à-dire dépendante de la mafia, qui serait donc le facteur principal du sous-développement en Sicile et plus intégralement du *Mezzogiorno*¹²⁹.

123 FAVAREL-GARRIGUES, « La criminalité organisée transnationale : un concept à enterrer ? », *L'Économie politique*, 2002, vol. III, n° 5, p. 15-16

124 CHAMPEYRACHE Clotilde, « L'analyse économique de la mafia: une revue de littérature », *op. cit.*, p. 475

125 GAYRAUD Jean-François, *op. cit.*, p. 165

126 *Results of a Pilot Survey of Forty Selected Organized Criminal Groups in Sixteen Countries*, *op. cit.*, p. 107

127 CHAMPEYRACHE Clotilde, « L'analyse économique de la mafia: une revue de littérature », *op. cit.*, p. 482

128 CHAMPEYRACHE Clotilde, « L'entreprise légale-mafieuse : efficience ou éthique ? », *op. cit.*, p. 50

129 CHAMPEYRACHE Clotilde, « L'analyse économique de la mafia: une revue de littérature », *op. cit.*, p. 485-486

Sous-section B – Déterminants criminels de la puissance

Cette sous-section passe en revue un panel d'éléments, économiques, financiers, démographiques, etc., qui peuvent donc être de nature matérielle ou immatérielle, et qui permettent à la Cosa Nostra d'avoir suffisamment de pouvoir pour arriver à la réalisation d'objectifs prédéfinis en faisant fi des volontés d'autres acteurs. Ces composantes matérielles et immatérielles forment ainsi la puissance, qui est donc une notion relative au sein des Relations internationales, autrement dit, la puissance d'un acteur n'est mesurable qu'en comparaison à la puissance d'un autre acteur. Dans notre cas de figure, le manque de données quantitatives rend ardue toute approche comparative en termes de déterminants de puissance¹³⁰. Pour y remédier et réussir toutefois à obtenir une vue d'ensemble sur la puissance supposée de la Cosa Nostra, sont utilisés des chiffres disponibles concernant les résultats économiques de ses activités criminelles. De plus, et parce que notre objet d'étude n'est pas de type étatique, certains éléments moins aisément chiffrables, comme la pratique de la corruption, sont considérés comme des éléments criminels de puissance. La totalité des déterminants traditionnels de la puissance comme le PIB, le budget militaire, la dimension géographique, la taille de la population, etc. n'est donc pas de mise dans notre cas. C'est pourquoi nous ne retenons que les éléments de puissance les plus pertinents à savoir ceux qui rendent la Mafia difficile à repérer et dangereuse à combattre pour les personnes morales (opposé aux personnes physiques) et légales comme l'Union Européenne, les États-membres la composant, l'administration publique italienne, etc.

En se référant uniquement à des éléments traditionnels et matériels de la puissance, la description de la puissance potentielle de la Mafia risque d'être lacunaire, ou en tout cas sa perception risque d'être biaisée. Par exemple, en 1995, sont recensées à peu près 186 familles appartenant à la Cosa Nostra, puis 190 en 2002, formant ainsi un noyau dur mafieux de 5000 (en 1995) et 5200 (en 2002) hommes d'honneur¹³¹. Si une démographie croissante est généralement un élément positif pour une nation, la population mafieuse sicilienne est relativement et numériquement très

¹³⁰ *Idem*, p. 469

¹³¹ CRETIN Thierry, *Mafias du monde : Organisations criminelles transnationales. Actualité et perspectives*, op. cit., p. 160

faible, comparable à celle de l'archipel des Chagos ou bien des îles Malouines. En tout et approximativement, la Mafia regrouperait un peu plus de 40 000 personnes – dont initiés, chefs, cadres, soldats, affiliés, etc.¹³² – soit une population légèrement plus nombreuse que celle de Monaco ou bien encore du Liechtenstein. Bien que nous sommes en présence de simples approximations, elles donnent un ordre de grandeur de la taille démographique de la Mafia. De cette façon, la première réaction est de sous-estimer cette entité criminelle en tant que menace pour le développement économique régional, la démocratie au niveau national et plus globalement à l'échelle européenne, pour l'environnement sécuritaire. Pourtant, l'agent « Cosa Nostra » a prouvé qu'il était capable de déclarer la guerre¹³³ à la structure politico-judiciaire de l'État italien sans pour autant être supérieur en nombre et en capacités militaires. Le 23 mai 1992, 500 kilogrammes d'explosif placés sous un pont à Palerme tuent l'emblématique magistrat anti-mafia Giovanni Falcone. S'ensuivent l'assassinat d'un autre célèbre juge, Paolo Borsellino le 12 juillet 1992¹³⁴, puis une série d'attentats à la voiture piégée l'année suivante¹³⁵. L'État envoie, en 1993, 7000 soldats dans la région de Sicile. L'usage de la violence et du terrorisme, dans son sens originel, soit instaurer la terreur, sont des facteurs de puissance décisifs pour la Mafia. C'est de cette façon qu'elle réussit à générer des peurs, les populations mesurent ainsi le degré de dangerosité de la Cosa Nostra, qui de ce fait se forge une réputation. Il y a dans ce cas un processus de co-construction de menace entre l'agent et la structure. Ce passage de la coexistence à la rupture en 1992 est en partie lié à la lutte contre la Mafia qui s'était acérée à la fin des années 1980 et qui déboucha donc sur ces assassinats, mais aussi à l'effondrement de la structure politico-judiciaire italienne¹³⁶. Si l'une des mafias les plus puissantes sur la scène globale ne représente qu'un si petit échantillon numé-

¹³² *Ibidem*.

¹³³ DE FALCO Rossella, *op. cit.*, p. 210

¹³⁴ CRETIN Thierry, *Mafias du monde : Organisations criminelles transnationales. Actualité et perspectives*, *op. cit.*, p. 152-153

¹³⁵ *Results of a Pilot Survey of Forty Selected Organized Criminal Groups in Sixteen Countries*, *op. cit.*, p. 110

¹³⁶ KOUTOUZIS Michel, PEREZ Pascale, *op. cit.*, p. 148

rique, elle parvient tout de même à attaquer directement les institutions de l'État (dans notre cas la Justice). Par ailleurs, comment arrive-t-elle à engendrer de si grandes masses monétaires qui circulent à travers les systèmes bancaires et les bureaux de change¹³⁷ ? Pour l'expliquer ou en tout cas mieux le comprendre il faut donc également s'intéresser aux facteurs traditionnels et immatériels de la puissance tels que le poids économique de la Mafia.

La globalisation financière, qu'il faut comprendre comme l'édification d'un marché mondial unique des capitaux¹³⁸ – dans lequel transitent les flux internationaux de capitaux – a facilité le déplacement et le blanchiment des profits d'origine criminelle¹³⁹. La frontière entre la sphère économique légale (dans laquelle se trouvent les activités autorisées par la loi), illégale et criminelle (activités illégales mais aussi illicites, c'est-à-dire non déclarées aux autorités publiques) est brouillée. Par surcroît, les NTIC ont participé à la mondialisation et à la globalisation des réseaux financiers, notamment en intégrant les différentes places financières¹⁴⁰, par le biais des réseaux informatiques, ce qui a par conséquent facilité la libre circulation des flux financiers licites mais aussi illicites¹⁴¹. À l'échelle systémique, le produit criminel brut des OCT pour les seules activités transnationales, atteindrait ainsi 1000 milliards de dollars annuels¹⁴². Car ce qui est important de mentionner, c'est le processus d'isomorphisme institutionnel¹⁴³ des OCT au sein de la mondialisation et de la globalisation. Les OCT possèdent en effet une aptitude à imiter les dynamiques et les procé-

137 STERLING Claire, *op. cit.*, p. 314

138 BEITONE Alain, CAZORLA Antoine, HEMDANE Estelle, *op. cit.*, p. 336

139 LEMAN Johan, *op. cit.*, p. 120

140 BEITONE Alain, CAZORLA Antoine, HEMDANE Estelle, *op. cit.*, p. 357

141 LEMOINE Maurice, *Mafias, mafieux, malfrats*, Paris : Le Monde diplomatique, juillet 2013, <https://www.monde-diplomatique.fr/2013/07/LEMOINE/49349>, consultation : 16 octobre 2017

142 FONTANAUD Daniel, *op. cit.*, p. 55

143 CHAMPEYRACHE Clotilde, « L'analyse économique de la mafia: une revue de littérature », *op. cit.*, p. 478

dures d'échanges internationaux commerciaux : diversification, sous-traitance, éparpillement de la responsabilité via des sociétés-écrans, etc¹⁴⁴. C'est pourquoi, au produit criminel brut estimé à hauteur de 1000 milliards de dollars, il faut retirer les charges qui sont nombreuses : fournisseurs, intermédiaires et corruption, dépenses d'investissement, frais de gestion, etc., estimées à 50 % du chiffre d'affaires, soit 500 milliards de dollars de profits annuels qui sont ensuite recyclés dans les réseaux légaux de l'économie¹⁴⁵. Les OCT sont donc de véritables puissances financières et se sont professionnalisées dans leur *modus operandi* pour s'adapter à l'économie mondialisée et globalisée – qui ne forme qu'une seule aire d'échanges et qui concerne tous les acteurs – et aux NTIC¹⁴⁶. Ce poids économique se confirme par ailleurs pour la criminalité organisée à l'échelle nationale, le cas de figure étant ici l'Italie. Les estimations du produit criminel brut des mafias italiennes s'élèvent à 10 % du PIB national pour l'année 2013¹⁴⁷, et à 15 % pour l'an 2000, soit la deuxième entreprise du pays en termes de chiffre d'affaires¹⁴⁸. À l'échelle individuelle, qui ne concerne que notre objet d'étude, pour les seules familles de la Cosa Nostra implantées dans la province de Trapani, le revenu annuel moyen est évalué à six millions de dollars, la moitié provenant d'activités criminelles¹⁴⁹.

Parmi ces activités de la criminalité, et bien qu'il y ait eu une diversification de celles-ci depuis une dizaine d'années, le marché illicite des stupéfiants demeure dans l'Union européenne un des secteurs criminels les plus lucratifs qui engendre près de 27,7 milliards d'euros annuels, et 20,2 milliards si nous prenons un cadre spatial réduit à sept pays européens (Finlande, France, Irlande, Italie, Pays-Bas, Espagne et

144 KOUTOUZIS Michel, PEREZ Pascale, *op. cit.*, p. 24

145 FONTANAUD Daniel, *op. cit.*, p. 55

146 GAYRAUD Jean-François, *op. cit.*, p. 108

147 COLUCCELLO Rino, *op. cit.*, p. viii

148 CRETIN Thierry, *Mafias du monde : Organisations criminelles transnationales. Actualité et perspectives*, *op. cit.*, p. 160

149 *Results of a Pilot Survey of Forty Selected Organized Criminal Groups in Sixteen Countries*, *op. cit.*, p. 107

Royaume-Uni)¹⁵⁰. La Cosa Nostra s'est elle imposée sur le marché de l'héroïne depuis 1957, durant le sommet de Palerme¹⁵¹ mais est plus généralement impliquée dans la fabrication et le trafic illicite de drogues (dont le cannabis, la cocaïne et donc l'héroïne)¹⁵². Elle fait par conséquent partie des 35 % de groupes criminels organisés opérant au sein de l'UE, parmi les 5000 identifiés par Europol, impliqués dans le trafic de drogues¹⁵³, deuxième plus grande source de revenus criminels en Italie notamment¹⁵⁴. Nous supposons donc une rationalité économique à notre objet d'étude qui cherche à s'imposer dans les secteurs criminels les plus lucratifs. Mais le trafic de stupéfiants n'est qu'une activité criminelle et une source de profits parmi d'autres pour la Mafia. Elle concoure aussi au trafic d'armes à feu par exemple¹⁵⁵. Enfin, la corruption et la fraude fiscale génèrent également des capitaux pour la criminalité organisée. Cependant, et c'est sur ce point fondamental que la Cosa Nostra établit sa potentielle puissance, si la recherche du profit le plus élevé est un fait probant du logiciel mafieux, cela se fait quel que soit le risque¹⁵⁶.

C'est en cela que l'entité mafieuse se distingue d'autres acteurs non criminels et dispose dès lors d'une plus grande liberté d'action par rapport à d'autres agents économiques « honnêtes », dont l'objectif de leurs entreprises est également la maximisation du profit, mais dont le comportement est lui *a contrario* soumis aux règles de droit établies par un cadre juridique¹⁵⁷. Le facteur élémentaire de puissance de la Mafia est donc sa nature même. Celle-ci est criminelle, vide de morale et d'éthique, si ce

150 *World Drug Report : The Drug Problem and Organized Crime, Illicit Financial Flows, Corruption and Terrorism*, *op. cit.*, p. 24

151 STERLING Claire, *op. cit.*, p. 341

152 *Results of a Pilot Survey of Forty Selected Organized Criminal Groups in Sixteen Countries*, *op. cit.*, p. 107

153 *World Drug Report : The Drug Problem and Organized Crime, Illicit Financial Flows, Corruption and Terrorism*, *op. cit.*, p. 19

154 *Idem*, p. 22-23

155 *Results of a Pilot Survey of Forty Selected Organized Criminal Groups in Sixteen Countries*, *op. cit.*, p. 107

156 CHAMPEYRACHE Clotilde, « L'analyse économique de la mafia: une revue de littérature », *op. cit.*, p. 473

157 CHAMPEYRACHE Clotilde, « L'entreprise légale-mafieuse : efficience ou éthique ? », *op. cit.*, p. 52

n'est celle qui se réduit à une conduite individualiste et rationnelle¹⁵⁸. L'organisation mafieuse sicilienne peut jouer simultanément sur deux échiquiers, pour reprendre l'idée de Joseph Nye, distinguables mais inséparables à l'ère des interconnexions et des interdépendances notamment des réseaux immatériels (télécommunications par satellites par exemple)¹⁵⁹. Ces deux plateaux sur lesquels se situe la Cosa Nostra sont les sphères dites formelle (légale et donc licite) et informelle (illégale et donc illicite), leur connectivité forme alors ce que nous appelons une interface criminelle¹⁶⁰. Les agents mafieux bénéficient donc des retombées économiques de leurs activités criminelles au sein de la sphère informelle et participent concomitamment à la sphère dite formelle (via les entreprises légales-mafieuses par exemple). Pour s'insérer dans la légalité, la Mafia dispose de la corruption pour neutraliser l'action de l'État et atteindre ses objectifs. Mais aussi du blanchiment, aujourd'hui un véritable moyen et une activité à part entière, qui était pourtant, jusqu'aux années 1980, utilisée uniquement comme parapluie pour voiler des activités criminelles¹⁶¹. Ces éléments contribuant à la puissance mafieuse sont immatériels en tant que notion, mais très concrets en termes de conséquences. Pour la corruption en Sicile, sont à déplorer plusieurs externalités négatives : l'abandon des travaux publics, la mauvaise qualité des infrastructures, l'inertie législative, l'inefficacité de l'administration, le sous-développement, etc¹⁶². Les corrompus peuvent être de nature économique, comme les entrepreneurs criminalisés¹⁶³, ou appartenir au monde politique, juridique, financier. Ils participent directement au blanchiment de capitaux d'origine criminelle et indirectement à l'entretien du flou existant entre les domaines du licite et de l'illicite¹⁶⁴, cette

¹⁵⁸ *Ibidem*.

¹⁵⁹ BEITONE Alain, CAZORLA Antoine, HEMDANE Estelle, *op. cit.*, p. 565

¹⁶⁰ KOUTOUZIS Michel, PEREZ Pascale, *op. cit.*, p. 13

¹⁶¹ *Idem*, p. 21-22

¹⁶² CHAMPEYRACHE Clotilde, « L'analyse économique de la mafia: une revue de littérature », *op. cit.*, p. 488

¹⁶³ GAYRAUD Jean-François, *op. cit.*, p. 171

¹⁶⁴ LEMAN Johan, *op. cit.*, p. 68

zone grise dans laquelle s'insère la Cosa Nostra¹⁶⁵. Cet espace d'incertitudes, à l'enchevêtrement entre plusieurs niveaux de légalité, s'est élargi à l'échelle du monde et de l'Europe à partir des années 1990. Le marché unique intérieur européen mis en place le 1^{er} janvier 1993 crée, pour les douze pays qui y ont adhéré, « un espace sans frontières intérieures dans lequel la libre circulation des marchandises, des personnes et des capitaux est assurée sans entraves juridiques, techniques, fiscales ni sanitaires »¹⁶⁶. Cette transformation géopolitique, précédée par l'effondrement de l'URSS, a eu des conséquences pour le développement de la criminalité organisée qui, éthiquement limitée à un comportement individualiste et rationnel¹⁶⁷ s'est ainsi retrouvée en quelque sorte dans un état de nature économique, au sens rousseauiste du terme, donc opposé à l'état social. Les OCT, et la Mafia, ont ainsi pu utiliser les nouvelles portes de la mondialisation et de la globalisation de l'économie et de la finance (entre autres) pour mettre en place des activités intenses de recyclage¹⁶⁸, investir dans la sphère licite par le biais de sociétés-écrans¹⁶⁹ mais aussi dans celle illicite¹⁷⁰.

En résumé et tout d'abord, le poids démographique de la Mafia n'est pas en soi un élément suffisamment pertinent pour l'établir en tant que facteur de puissance. Ce sont plutôt les stratégies mises en place de violence et terrorisme qui sont les plus déterminantes pour la puissance mafieuse. Ensuite, la Cosa Nostra est de fait financièrement importante, elle s'appuie pour cela sur un professionnalisme et des activités criminelles lucratives. Son poids dans le trafic de stupéfiants lui confère une rente financière et est conséquemment un facteur de puissance criminelle. Si l'argent est le nerf de la guerre, alors, dans une économie capitaliste mondialisée (qui ne forme

165 DE FALCO Rossella, *op. cit.*, p. 213

166 BERNSTEIN Serge et MILZA Pierre, *Histoire du XX^e siècle*, Tome 3, Paris : Hatier, 2012, p. 135

167 CHAMPEYRACHE Clotilde, « L'entreprise légale-mafieuse : efficience ou éthique ? », *op. cit.*, p. 52

168 LEMAN Johan, *op. cit.*, p. 69

169 GAYRAUD Jean-François, *op. cit.*, p. 162

170 *Idem*, p. 195

qu'une seule aire), l'argent est le cœur de la puissance économique. Enfin, la Mafia jouit d'une plus grande liberté que les autres acteurs non criminels car elle n'est pas soumise à la loi. En tout cas quand elle reste invisible, la Cosa Nostra profite de la sphère illicite pour prospérer et celle licite pour se camoufler mais aussi pour s'enrichir. Sa nature criminelle est donc un facteur atypique de puissance.

Sous-section C – Configuration stratégique sicilienne

Si la sous-section A) s'est intéressée au rapport particulier qu'entretient la Cosa Nostra avec son territoire natal, cette troisième sous-section se penche sur sa position géographique pour elle-même. Quels sont ses attributs et ses avantages en termes stratégiques ? Nous verrons que cet emplacement territorial confère à la Mafia un regard étendu sur le monde et, par suite, en découle une conception propre de sa place et de son rôle au sein des dynamiques mondiales.

L'accès à la mer est un atout considérable pour toute entité, qu'elle soit étatique ou non-étatique. L'insularité de la Sicile procure ainsi à la Mafia tout d'abord une porte sur l'extérieur via ses ports et d'une certaine façon, une liberté de mouvements qui se révèle être impossible dans le cas d'un territoire enclavé. Les pays étant entourés se préoccupent généralement de leur sécurité limitrophe. Sa position centrale dans le bassin méditerranéen, séparant la mer Tyrrhénienne et la mer Ionienne, ainsi que sa proximité avec le continent africain, lui octroient une position géostratégique dans l'arc sud-européen¹⁷¹. Les activités de trafic et de contrebande de la Cosa Nostra, qui supposent une coordination de la production et du transport¹⁷², sont effectuées sur une île dont la côte difficilement accessible permet finalement à la Mafia d'être un acteur majeur au cœur du trafic international¹⁷³. De plus, depuis l'effacement progressif des barrières politiques et douanières de l'UE, mais surtout avec l'ef-

171 GAYRAUD Jean-François, *op. cit.*, p. 123

172 STERLING Claire, *op. cit.*, p. 314

173 *Results of a Pilot Survey of Forty Selected Organized Criminal Groups in Sixteen Countries*, *op. cit.*, p. 104

fondrement de l'ex-Yougoslavie, les organisations mafieuses italiennes, dont la Cosa Nostra, jouent un rôle important dans le réseau criminel de distribution de la cocaïne en Europe du Sud¹⁷⁴. Dès le XVII^e siècle, certaines sources font état d'un vacuum politique dans la région, assimilé non pas un gouvernement défaillant mais pire, à un non-gouvernement, à une indifférence du pouvoir. Le relief de l'île aurait en quelque sorte une part de responsabilité du fait de sa difficile accessibilité notamment dans l'arrière-pays¹⁷⁵. Le degré d'absentéisme du pouvoir central et donc le niveau de développement de la mafia seraient ainsi inversement proportionnels au niveau de difficulté d'accessibilité de certaines zones du territoire. Plus la zone est dure d'accès, moins l'institution centrale s'y aventure et plus la criminalité s'y installe.

Cet aspect géographique est important pour comprendre comment l'emplacement spatial de la Cosa Nostra contribue à façonner sa configuration stratégique. Nous entendons par « configuration stratégique » l'ensemble des éléments qui facilite la Mafia dans sa mise en œuvre d'un certain nombre d'activités et d'actions au vu d'atteindre des objectifs préalablement définis. Parmi ces éléments, nous avons d'abord examiné l'élément géographique qui est la position de notre objet d'étude sur le globe. Une fois groupés et assemblés, tous ces éléments matériels et immatériels forment donc la « configuration stratégique » de la Cosa Nostra. Cependant, si la perspective géographique est essentielle elle ne doit pas faire oublier que bien qu'agissant localement, la Cosa Nostra pense globalement¹⁷⁶. Elle conçoit ce qu'est et ce que pourrait être sa place et son rôle à l'échelle de la planète et considère le monde selon sa position unique et son propre prisme. Elle dispose donc d'une vision singulière de la scène internationale qui n'est pas la même que celle d'un État. Par ailleurs, le terme « international » n'est pas pleinement approprié dans le cadre de ce travail et en particulier de cette sous-section. C'est pourquoi nous préférons la notion de « po-

174 LECLERC Marcel, (sous la direction de), *op. cit.*, p. 63

175 COLUCCELLO Rino, *op. cit.*, p. 8

176 GAYRAUD Jean-François, *op. cit.*, p. 218

litiques globales¹⁷⁷ » pour plusieurs raisons. D'abord, rappelons que c'est la perspective libérale qui sous-tend notre travail, elle n'analyse pas les relations internationales sous le seul angle des États mais prend en compte d'autres acteurs non étatiques comme la Cosa Nostra. Ainsi, évoquer les relations « inter-nationales », entre les nations, c'est sémantiquement négliger les autres entités qui animent les dynamiques globales. Aussi, nous avons mentionné le caractère transnational de la Mafia, qui à l'ère de la mondialisation et de la globalisation parvient par le biais de réseaux criminels à transcender les frontières, lesquelles ont fini par s'estomper entre les États-membres de l'UE.

Au sein des politiques globales donc, nous relevons au minimum deux conceptions du monde : une internationale et une transnationale. La première est du ressort des États qui conçoivent leur action politique, économique, diplomatique d'abord au niveau national (pour la sauvegarde de l'intérêt national), où ils y ont la maîtrise de la loi et du budget (entre autres)¹⁷⁸. *A contrario*, la Mafia et plus généralement la criminalité organisée revête une dimension à la fois intérieure et extérieure vis-à-vis des frontières nationales¹⁷⁹. C'est d'ailleurs un de leurs points communs avec le terrorisme pour qui le caractère transnational devient une véritable force. En effet, c'est ce caractère hybride qui rend particulièrement difficile la lutte contre la criminalité organisée transnationale. Car ce qui est en jeu, ce ne sont pas seulement des hommes et des femmes. Il est question aussi de démanteler des réseaux de trafic d'armes, de repérer des structures hiérarchiques complexes, de détecter des flux illicites transférés d'un pays à un autre et/ou d'autres, etc. Autrement dit, la criminalité organisée *transnationale* agit, en transcendant, ou plutôt, en traversant les frontières¹⁸⁰, pour *in fine* s'en affranchir. Malgré la difficulté à détecter la Cosa Nostra à travers les transac-

177 DUFOUR Frédéric Guillaume, « Aperçu des contributions des néogramsciens et des théories critiques au tournant réflexif des théories de la sécurité », *Cultures & Conflits*, 2004, vol. II, n° 54, p. 53

178 GAYRAUD Jean-François, *op. cit.*, p. 162

179 *Une stratégie globale pour la politique étrangère et de sécurité de l'Union européenne*, Bruxelles : Conseil européen, 2016, p. 15

180 *Résolution 55/25 de l'Assemblée générale sur la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée et protocoles s'y rapportant*, *op. cit.*, p. iii

tions financières, qui ont été depuis la fin des années 1990, complètement libéralisées et dématérialisées¹⁸¹, il est toutefois possible pour les États-membres de repérer sa présence. Il faut pour cela remonter à la source des fonds de capitaux qui transitent d'une institution financière à une autre. Ils peuvent être alimentés par des activités criminelles, la corruption ou bien encore d'un processus de transfert illicite, comme la manipulation du prix de transfert ou encore la fraude fiscale, et ce même si les fonds proviennent d'une activité licite¹⁸² (voir illustration 5). D'autre part, la Cosa Nostra profite du continuum de législations¹⁸³ au sein de l'UE et du flou qui en résulte du fait d'un manque de coordination juridico-légale¹⁸⁴ pour maximiser son intérêt personnel par un calcul coûts-bénéfices¹⁸⁵. Elle exploite de cette façon les failles liées aux disparités législatives, à la lenteur judiciaire, elles-mêmes liées à l'intégration différenciée de l'UE. Le mandat d'arrêt européen et la création d'Eurojust en 2002 (parquet européen) sont une première posée à l'établissement d'une coopération policière et judiciaire pleine et entière de l'UE¹⁸⁶. Car si la criminalité organisée fait, à bon escient, de ces disparités un avantage majeur, la justice et donc ses juges et procureurs, s'y heurtent¹⁸⁷.

Enfin, il nous reste un dernier élément immatériel à évoquer, qui configure la vision stratégique de la Cosa Nostra : sa capacité d'adaptation. Que ce soit vis-à-vis des pressions des structures légales qui s'exercent sur elles (maintien de l'ordre et du respect de la loi¹⁸⁸) ou encore face à des phénomènes plus diffus comme la mondialisation et la globalisation. Cette adaptabilité n'est pas un fait nouveau, elle a peut-

181 FONTANAUD Daniel, *op. cit.*, p. 53

182 FONTANA Alessandra, HEARSON Martin, *op. cit.*, p. 1

183 CHAMPEYRACHE Clotilde, « L'analyse économique de la mafia: une revue de littérature », *op. cit.*, p. 478

184 STERLING Claire, *op. cit.*, p. 293

185 CHAMPEYRACHE Clotilde, « L'entreprise légale-mafieuse : efficience ou éthique ? », *op. cit.*, p. 49

186 FONTANAUD Daniel, *op. cit.*, p. 77

187 CRETIN Thierry, « Mafias. Une criminalité accomplie, une lutte qui l'est moins », *op. cit.*, p. 162

être d'ailleurs toujours prévalu puisque la pérennité de la Mafia est avérée. Au XIX^e siècle, dans une Sicile encore féodale, la Mafia est engagée dans la protection des terres agricoles des grands propriétaires absents, qui prouvaient dans le même temps que leur autorité précédait celle du pouvoir central¹⁸⁹. L'abolition de la féodalité ne l'a pas pour autant fait disparaître. En dépit de la mise en place d'un système capitaliste basé sur la propriété privée à la fin du siècle, la Mafia a au contraire renforcé son rôle d'entremetteur sur les marchés de gros¹⁹⁰. De la même façon, son existence a perduré après l'arrestation du *capo di tutti capi*, Salvatore Riina, en 1993, les familles mafieuses se repliant sur elles-mêmes pour éviter notamment la dénonciation par de potentiels repentis¹⁹¹. Entité vivante, presque de nature biologique, pour reprendre le concept de Friedrich Ratzel, l'adaptabilité de la Cosa Nostra implique également mobilité, souplesse qui lui confère un pouvoir d'homochromie et de régénération¹⁹². Elle prend la couleur de son environnement et parvient à reconstituer ses tissus abîmés. L'Europe post-Maastricht (1993), marque le passage d'une Communauté à une Union européenne, mais correspond aussi à la création d'un nouvel espace d'action¹⁹³ géographique – Allemagne, Belgique, Danemark, Espagne, France, Grèce, Irlande, Italie, Luxembourg, Pays-Bas, Portugal et Royaume-Uni –, économique et financier¹⁹⁴. Bien que la Cosa Nostra ne soit pas apparue à cette date, une contradiction originelle, celle d'un système libre de circulation des personnes, marchandises et capitaux sans cadre pénal commun, a favorisé l'activisme criminel¹⁹⁵. De plus, dans un système

188 LE VY, *op. cit.*, p. 126

189 RINO COLUCCELLO, *op. cit.*, p. 15

190 CHAMPEYRACHE Clotilde, « L'entreprise légale-mafieuse : efficience ou éthique ? », *op. cit.*, p. 48

191 CRETIN Thierry, *Mafias du monde : Organisations criminelles transnationales. Actualité et perspectives*, *op. cit.*, p. 146

192 GAYRAUD Jean-François, *op. cit.*, p. 216

193 CONESA Pierre, *op. cit.*, p. 22

194 GAYRAUD Jean-François, *op. cit.*, p. 162-163

195 LECLERC Marcel, (sous la direction de), *op. cit.*, p. 154

économique qui repose sur la libre-concurrence¹⁹⁶, à supposer que cette règle privilégie la prédominance d'individus à faible qualité morale¹⁹⁷, la Cosa Nostra s'y adapte assez naturellement. En effet, agent économique criminel, donc mû par la maximisation du profit et très souple quant aux risques de répression¹⁹⁸, la Mafia va pouvoir, avec une plus grande facilité, y poursuivre cet objectif primordial. Cette adaptation face aux changements géopolitiques et géoéconomiques est avant tout une adaptabilité des stratégies. Devant les opportunités nouvelles qui se présentent, la Mafia réagit rapidement pour les saisir comme cela a été le cas avec la chute du mur de Berlin : les mafias italiennes ont investi à l'Est¹⁹⁹, les services secrets italiens estimant à 36 milliards d'euros les fonds recyclés en investissement en ex-République démocratique allemande²⁰⁰.

En ajustant son niveau de violence, l'agent « Cosa Nostra » fait aussi preuve d'adaptabilité vis-à-vis de la structure qui exerce des pressions sur lui. En adoptant un profil plus bas, la Mafia évite de cette façon d'attirer l'attention sur elle²⁰¹. Nous l'avons mentionné précédemment, le pic de violence atteint dans les années 1992 et 1993 s'est décri depuis. La criminalité organisée agit sinon en douceur, avec discrétion²⁰², c'est ce qui la rend dangereuse. Elle adapte également ses stratégies au fil des opportunités qui se présentent. Par exemple, l'accélération de la construction européenne a favorisé et multiplié les fraudes au budget communautaire de l'UE, estimées à 93 milliards d'euros pour la seule année 2000²⁰³. Mais de telles infractions ainsi que la pérennité d'activités illicites ne sont possibles qu'avec un mode opéra-

196 *Traité sur l'Union européenne*, Maastricht : Union Européenne, 7 février 1992, p. 10

197 CHAMPEYRACHE Clotilde, « L'entreprise légale-mafieuse : efficience ou éthique ? », *op. cit.*, p. 59

198 CHAMPEYRACHE Clotilde, « L'analyse économique de la mafia: une revue de littérature », *op. cit.*, p. 470

199 GAYRAUD Jean-François, *Le monde des mafias : géopolitique du crime organisé*, *op. cit.*, p. 173

200 FONTANAUD Daniel, *op. cit.*, p. 43

201 *Results of a Pilot Survey of Forty Selected Organized Criminal Groups in Sixteen Countries*, *op. cit.*, p. 107

202 KOUTOUZIS Michel, PEREZ Pascale, *op. cit.*, p. 184

toire déterritorialisé²⁰⁴ c'est-à-dire conçu en dehors du cadre officiel des États-nations. Si la Cosa Nostra a su participer aux dynamiques mondiales et surtout s'insérer dans la globalisation de l'économie²⁰⁵, c'est grâce à son fonctionnement en réseaux qui sont des entités qui s'adaptent rapidement aux changements²⁰⁶. Les réseaux criminels et donc informels d'échange ont ainsi permis à la famille mafieuse Cuntre-ra d'investir, dans les années 1980 et 1990, dans l'immobilier, l'agro-industrie ou encore la construction à travers l'Italie, l'Argentine et le Canada et d'en blanchir les bénéfices grâce à un système de navette entre le Royaume-Uni, la Suisse, l'Italie et le Canada²⁰⁷. L'organisation bureaucratique très hiérarchique, fondée autour des familles, n'empêche pas la Mafia d'avoir une dimension réseau dans son approche opérationnelle, ni même des réseaux de hiérarchies²⁰⁸.

Pour terminer, la configuration stratégique de la Cosa Nostra est multiforme, matérielle et immatérielle. Dans un premier temps, sa position géostratégique qui est naturellement avantageuse coexiste avec une conception transnationale du monde et de ses dynamiques. Puis, dans un deuxième temps, son adaptabilité en termes de comportements et de choix face aux possibilités nouvelles lui permet de prospérer et de perdurer. Cette configuration stratégique s'appuie sur un fonctionnement en réseau criminel : que ce soit pour les activités et les actions menées, en termes opérationnels, ou que ce soit en termes relationnels, avec d'autres individus mafieux affiliés et/ou associés ou bien criminels. De plus, le rapport mafieux à la territorialité est ambigu et particulier, puisqu'il base une partie de sa puissance dessus mais l'aliène, le criminalise. Enfin, l'agent « Cosa Nostra » possède de nombreux facteurs de puis-

203 FONTANAUD Daniel, *op. cit.*, p. 12

204 LAÏDI Zaki, *La norme sans la force. L'énigme de la puissance européenne*, Paris : Presses de Sciences Po, 2008, p. 31

205 FONTANAUD Daniel, *op. cit.*, p. 48

206 LE Vy, *op. cit.*, p. 126

207 STERLING Claire, *La pieuvre. La mafia à la conquête du monde 1945-1989*, Paris : Robert Laffont, 1990, p. 140

208 LE Vy, *op. cit.*, p. 126

sance comme l'arme de la violence et du terrorisme, mais aussi l'arme économique et financière et surtout son essence criminel lui confère un grand pouvoir de résistance face aux différentes structures juridico-politiques qui l'encadrent (État italien, réglementation européenne, droit international, etc.). Il apparaît maintenant plus évident que de tous ces éléments propre à l'organisation mafieuse sicilienne se dégagent *in fine* un singulier modèle mafieux sicilien²⁰⁹.

209 CHAMPEYRACHE Clotilde, « L'analyse économique de la mafia: une revue de littérature », *Mélanges de l'École française de Rome*, 2000, vol. CXII, n°1, p. 469

Section V – Acteur criminel à l'épreuve des frontières

Sous-section A – Modèle de gouvernance et activités transnationales

Ce qu'il importe à présent de connaître, c'est la structure organisationnelle de la Cosa Nostra. Le modèle mafieux précédemment évoqué qui à la fois l'anime mais aussi qu'elle incarne, composé d'éléments de puissance, matériels et immatériels, a besoin d'un socle sur lequel s'appuyer. C'est le rôle de l'organisation qui est essentielle à toute entité, elle lui donne du sens en fixant les objectifs et de l'efficacité en articulant les rôles de chacun, les modalités d'échanges entre individus, etc. Cependant, une organisation sans prise de décision est vouée à l'inutilité. La Mafia aussi intelligemment organisée soit-elle, sans objectif minimum et sans décision tranchée quant au choix des options pour y parvenir, risquerait vite de s'amenuiser. La gouvernance désigne donc ici l'organisation mais aussi la manière dont est pensé et exercé le pouvoir et l'action mafieuse²¹⁰. Si l'objet étudié dans cette sous-section est la gouvernance de la Cosa Nostra, ni sa pertinence ni son efficacité ne sont évaluées. Nous essayons plutôt de la décortiquer pour mieux la saisir afin d'en tirer les conséquences en termes d'activités mafieuses. Cette sous-section est ordonnée de la manière suivante : nous partons du noyau dur, la famille, le cœur de la gouvernance, pour ensuite s'intéresser aux cellules qui l'entourent (sous-chefs, soldats, etc.). Mais il faut garder à l'esprit qu'il n'y a pas qu'un unique noyau dur, il n'y a pas qu'une seule famille centralisée, sachant que la Cosa Nostra est aussi organisée à l'échelle provinciale. Enfin, nous l'avons vu dans la section IV) et sous-section C), la structure hiérarchique de la Mafia ne l'empêche pas de se structurer en réseaux. Cet ensemble de strates hiérarchiques, de familles, de réseaux forment ainsi la gouvernance de notre objet d'étude.

210 PITSEYS John, « Le concept de gouvernance », *Revue interdisciplinaire d'études juridiques*, 2010, vol. CXV, n° 2, p. 208

La famille est le noyau de base de la Cosa Nostra, dans son sens large, pas uniquement entendue comme les liens du sang²¹¹. Ce noyau central est composé des hommes d'honneur qui ont passé un rite d'initiation²¹² mais qui sont préalablement recrutés sur la base de liens ethnique, culturel et de parenté²¹³. Ce noyau familial est lui-même structuré hiérarchiquement et de façon ascendante : le *capo*, c'est-à-dire le chef de famille, le sous-chef délégué, les conseillers, les chefs d'équipe et puis les soldats, recrutés parmi la petite délinquance²¹⁴. Mais la hiérarchie de la Mafia n'est pas strictement rigide, elle est décentralisée²¹⁵, les familles présentes dans la province de Trapani coopèrent par exemple étroitement avec celles de Palerme²¹⁶. Les familles contrôlent leur territoire local mais au niveau provincial (voir illustration 4, les provinces de Sicile) se trouvent également des chefs²¹⁷, et au sommet de la hiérarchie, à savoir au niveau inter-provincial, se trouve la « Coupole » qui décide des orientations générales. Ses décisions sont comparables à des décrets qui s'appliquent à tous les étages hiérarchiques inférieurs qui sont les suivants : les commissions provinciales, les chefs de districts et puis les chefs de familles (les *capi*)²¹⁸. L'organisation hiérarchique de la Cosa Nostra mue par une logique verticale (*top-down*) ne la distingue pas de la majorité des OCT présentes en Europe²¹⁹. Ce qui peut par contre la discerner c'est sa hiérarchie rationalisée, qui s'apparente aux modèles bureaucra-

211 CRETIN Thierry, *Mafias du monde : Organisations criminelles transnationales. Actualité et perspectives*, op. cit., p. 145

212 *Idem*, p. 146

213 LE Vy, op. cit., p. 122

214 CRETIN Thierry, *Mafias du monde : Organisations criminelles transnationales. Actualité et perspectives*, op. cit., p. 147

215 *Results of a Pilot Survey of Forty Selected Organized Criminal Groups in Sixteen Countries*, op. cit., p. 21

216 *Idem*, p. 107

217 *Ibidem*.

218 CRETIN Thierry, *Mafias du monde : Organisations criminelles transnationales. Actualité et perspectives*, op. cit., p. 147

219 *World Drug Report : The Drug Problem and Organized Crime, Illicit Financial Flows, Corruption and Terrorism*, op. cit., p. 9

tiques du secteur licite de l'économie²²⁰, mais aussi son code de conduite interne implicite (l'omerta par exemple), son immuabilité en dépit des répressions qui font de son organisation un modèle de type traditionnel²²¹.

La Cosa Nostra est aujourd'hui et depuis les années 1980 sous le règne de la famille des « Corléonais »²²², et ce malgré l'arrestation de Salvatore Riina en 1993 et la répression des autorités publiques durant les années 1990, qui n'a d'ailleurs pas qu'affecté la Mafia mais aussi les cartels en Colombie et les OCT aux États-Unis²²³. Cette réaction de la structure juridico-politique italienne a entraîné de multiples arrestations, notamment de ministres, de parlementaires mais aussi des dissolutions de conseils communaux, etc. et ce dès 1992, grâce à l'aide notamment des collaborateurs de justice²²⁴. Et pourtant, la Cosa Nostra ne s'est pas arrêtée, Leoluca Bagarella a remplacé Salvatore Riina comme *capo di tutti capi* jusqu'à son arrestation en 1995, puis par Bernardo Provenzano²²⁵ lui-même arrêté en 2006. Sa structure hiérarchique confère à la Mafia ordre et efficacité mais une fois révélée aux et/ou détectée par les autorités judiciaires, elle peut rapidement s'effondrer. Selon l'Office des Nations unies contre la drogue et le crime, les OCT hiérarchiques se sont donc depuis quelques décennies réorganisées en réseau²²⁶. Cela peut donc expliquer la continuité de la Cosa Nostra. De plus, c'est de cette manière que les groupes criminels organisés en réseau profitent et participent à l'accroissement des interdépendances et des interconnexions entre les différents marchés économiques et réseaux financiers présents sur tous les continents. La Mafia fait donc de la mondialisation et de la globali-

220 LE Vy, *op. cit.*, p. 126

221 LECLERC Marcel, (sous la direction de), *op. cit.*, p. 233-234

222 *Idem*, p. 203

223 *World Drug Report : The Drug Problem and Organized Crime, Illicit Financial Flows, Corruption and Terrorism*, *op. cit.*, p. 15

224 LECLERC Marcel, (sous la direction de), *La criminalité organisée*, *op. cit.*, p. 210

225 CRETIN Thierry, *Mafias du monde : Organisations criminelles transnationales. Actualité et perspectives*, *op. cit.*, p. 148

226 *World Drug Report : The Drug Problem and Organized Crime, Illicit Financial Flows, Corruption and Terrorism*, *op. cit.*, p. 16

sation une source de profits en passant des alliances avec les autres OCT²²⁷ présentes aux grands pôles capitalistes de ce globe comme la mafia italo-américaine aux États-Unis et les triades et yakuza en Asie²²⁸. Sur ce point, Kofi Annan, en ouvrant le 15 novembre 2000, la Convention de Palerme contre la criminalité transnationale organisée, résume parfaitement cet état de fait : « [...] les moyens technologiques qui sous-tendent la mondialisation et l'expansion transnationale de la société civile constituent également l'infrastructure sur laquelle repose la progression des réseaux mondiaux de la société incivile, celle de la criminalité organisée, du trafic des drogues, du blanchiment de l'argent et du terrorisme [...] »²²⁹.

L'internationalisation des OCT et leur croissante coopération²³⁰ ont donc renforcé les réseaux criminels relationnels qui ont pris une dimension mondiale ainsi que les activités criminelles qui en découlent. Par exemple, le trafic de drogues ou encore le blanchiment qui est une activité criminelle parmi d'autres et qui est une des conséquences du développement de la criminalité organisée et non pas sa cause²³¹. Cela s'est aussi accentué par la mobilité qui a été facilitée pour les personnes, les biens et les capitaux et la progressive mise en place d'une économie mondiale, qui ont conduit à l'éloignement de la criminalité de sa base nationale²³². La Cosa Nostra le confirme : elle a des activités dans plus de cinq pays, par conséquent transnationales, et elle coopère avec de nombreuses OCT dans sa structure nationale mais aussi à l'étranger²³³. De plus, au vu de son organisation hiérarchique régionale, de la distribution du pouvoir à l'échelle de la région de Sicile, de l'octroi d'un degré d'autonomie

227 LEMAN Johan, *op. cit.*, p. 68

228 FONTANAUD Daniel, *op. cit.*, p. 54

229 KOUTOUZIS Michel, PEREZ Pascale, *op. cit.*, p. 166

230 STERLING Claire, *op. cit.*, p. 224

231 GAYRAUD Jean-François, *op. cit.*, p. 194

232 *Results of a Pilot Survey of Forty Selected Organized Criminal Groups in Sixteen Countries*, *op. cit.*, p. 2

233 *Idem*, p. 21

local et provincial et de son identité ethnique et culturelle forte, la Cosa Nostra opère par conséquent dans de multiples secteurs d'activités²³⁴. Sa forme de gouvernance suppose donc un modèle économique particulier.

Le modèle économique décrit la façon dont une entité économique, dans notre cas criminelle, prospère, autrement dit, avec quelles activités et avec quelle degré d'implication elle parvient à générer des bénéfices. Pour le cas de la Mafia, les activités sont multiples, et en ce qui concerne les OCT, un rapport en dénombre en tout 19 (voir illustration 6). Ce paragraphe ne cherche pas à faire de la même manière la liste exhaustive des activités de la Cosa Nostra mais cherche plutôt à synthétiser les processus qui lui permettent un tel dynamisme économique. Rappelons que la Mafia dispose de deux sphères d'activités : celle licite, officielle et celle illicite, souterraine. Dans la première, elle aurait infiltré massivement plusieurs grands secteurs via ses entreprises légales-mafieuses, qui sont par ailleurs presque toujours des établissements déjà existants et non pas créés *ex nihilo*²³⁵. Des milliards d'euros auraient été ainsi investis dans le secteur du Bâtiment et travaux publics (BTP) et l'immobilier à hauteur de 16,6 milliards, dans le commerce et l'import/export à hauteur de 15,4 milliards, mais aussi dans des activités purement financières et Bourses comprises (13 milliards), puis dans les cliniques privées et les maisons de retraite (2,6 milliards), pour l'année 2000²³⁶. Pour le secteur informel (illégal et illicite), et grâce aux « circuits informels » (voir section III, sous-section B) créés entre les différentes strates de délinquance – petite, moyenne et grande – la Mafia dispose d'autant d'activités que de formes de crimes et de délits : le gangstérisme (racket, vol à main armée), la délinquance astucieuse (escroquerie, fraudes informatiques), l'exploitation des vices (jeu, drogue, prostitution) et la criminalité « en col blanc » (fraude fiscale et corrup-

234 Results of a Pilot Survey of Forty Selected Organized Criminal Groups in Sixteen Countries, *op. cit.*, p. 35

235 CHAMPEYRACHE Clotilde, « L'analyse économique de la mafia: une revue de littérature », *op. cit.*, p. 481

236 GAYRAUD Jean-François, *op. cit.*, p. 200

tion)²³⁷. Surtout prédominante dans le trafic d'héroïne, depuis la fin des années 1970²³⁸, la Cosa Nostra continue toutefois d'être présente dans les marchés publics et la sphère licite de l'économie. C'est un espace lucratif sûr et plus stable, également rémunérateur sur le long terme, venant soutenir les activités criminelles²³⁹ mais aussi facteur de réduction du risque de répression en jouant la carte de la diversification²⁴⁰. Investir uniquement dans des activités illicites est risqué si les autorités publiques en saisissent l'ensemble. La Cosa Nostra a ses secteurs privilégiés en termes d'activités licites : celui de la construction et des extractions puis vient celui du commerce en gros et de détails²⁴¹. La Cosa Nostra ne se limite et ne se spécialise donc pas dans une seule activité comme c'est le cas avec les groupes criminels organisés de type « professionnel »²⁴². Au contraire, et avec l'aide de la connectivité qui s'est effectuée entre les différentes formes de délinquance²⁴³, la Mafia opère sur différents espaces criminogènes. Tout d'abord, dans la rue, par l'intermédiaire de la délinquance prédatrice, car l'usage de la violence lui est indispensable²⁴⁴, ensuite, dans l'économie, sur le terrain de la criminalité entrepreneuriale²⁴⁵, en s'engageant dans la production et la distribution de stupéfiants et enfin dans le monde politique et financier, sur le terrain de la délinquance d'affaires (fraudes et corruption)²⁴⁶. C'est à ce niveau que se situent,

237 CESONI Maria Luisa (sous la direction de), *Criminalité organisée : des représentations sociales aux définitions juridiques*, *op. cit.*, p. 623

238 LECLERC Marcel, (sous la direction de), *op. cit.*, p. 200

239 CHAMPEYRACHE Clotilde, « L'analyse économique de la mafia: une revue de littérature », *op. cit.*, p. 476

240 *Idem*, p. 474

241 CHAMPEYRACHE Clotilde, « L'entreprise légale-mafieuse : efficience ou éthique ? », *op. cit.*, p. 49

242 LECLERC Marcel, (sous la direction de), *op. cit.*, p. 233-234

243 KOUTOUZIS Michel, PEREZ Pascale, *op. cit.*, p. 13

244 *Results of a Pilot Survey of Forty Selected Organized Criminal Groups in Sixteen Countries*, *op. cit.*, p. 21

245 FAVAREL-GARRIGUES, *op. cit.*, p. 19

246 *Idem*, p. 19

en termes de pouvoir, les plus hauts réseaux relationnels informels de la Cosa Nostra, qui sont avérés depuis longtemps²⁴⁷ et qui lui permettent d'accroître son influence à l'échelle de l'Italie voire en dehors du cadre national²⁴⁸. Cette corruption dite de « haut niveau » peut toucher de hauts fonctionnaires, des gradés de la police ou des douanes ou bien encore des membres de la Justice, souvent sollicités par le biais de pots-de-vin en échange d'un soutien²⁴⁹. Ce genre de pratiques entretient l'impunité relative qui peut exister au sein de la structure étatique et donc la pérennité de la criminalité organisée. En outre, ces agissements criminels déforment et détournent la démocratie de ses principes fondateurs. C'est ainsi que l'implication avérée de la Cosa Nostra, notamment par l'achat de votes, dans les élections législatives de 1994 et de 2001 a facilité l'arrivée au pouvoir du parti *Forza Italia* de Silvio Berlusconi et Marcello Dell'Utri²⁵⁰. La corruption s'installe sur un terreau qui lui est fertile et crimino-gène, celui de la collusion entre monde politique et monde administratif²⁵¹, c'est à ce croisement que l'agent mafieux peut corrompre c'est-à-dire faire qu'un « agent public [accomplisse ou fasse] la promesse d'accomplir un acte relevant de sa fonction en échange d'argent ou d'autres avantages pour lui ou pour un tiers » (article 318 du code pénal italien)²⁵².

En résumé, le noyau central qui cimente la Cosa Nostra est la famille, pris au sens large. En son sein, il y a une pratique verticale du pouvoir avec le *capo* mais aussi au sein de l'organe suprême de toutes les familles, la « Coupole », c'est-à-dire la commission inter-provinciale, qui est dirigée par le *capo di tutti capi*. Cette verticalité du pouvoir n'est pas exclusive, elle n'empêche pas de retrouver une certaine

247 World Drug Report : *The Drug Problem and Organized Crime, Illicit Financial Flows, Corruption and Terrorism*, op. cit., p. 30

248 Results of a Pilot Survey of Forty Selected Organized Criminal Groups in Sixteen Countries, op. cit., p. 21

249 World Drug Report : *The Drug Problem and Organized Crime, Illicit Financial Flows, Corruption and Terrorism*, op. cit., p. 30

250 CRETIN Thierry, *Mafias du monde : Organisations criminelles transnationales. Actualité et perspectives*, op. cit., p. 143

251 Claudio LA CAMERA (sous la direction de), op. cit., p. 128

252 Idem, p. 119

horizontalité dans l'organisation de la Mafia qui se retrouve tout d'abord dans la répartition du pouvoir par territoires local, provincial et régional. Il existe donc un réseau de familles mafieuses qui ont toute autorité et autonomie d'action sur un territoire donné. De plus, une réorganisation générale des OCT « de type hiérarchique » s'est opérée dans les années 1990. Raisonner en termes de réseau à une époque où les nouvelles voies de communication immatérielles, permet aux groupes criminels organisés de s'insérer un peu plus dans les dynamiques de la mondialisation et de la globalisation. Ces deux phénomènes ont également facilité l'émergence de réseaux mondiaux de l'information et de la production, et notamment criminels. Ces réseaux criminels s'étendant à l'échelle globale sont aussi bien relationnels que de trafic ou opérationnels, c'est d'ailleurs une des particularités de la Cosa Nostra que de coopérer avec d'autres OCT à l'étranger²⁵³ et d'être impliquée dans de multiples activités, dans le « polytrafic »²⁵⁴.

Sous-section B – Mafia entrepreneuriale intégrée à l'économie mondiale

Nous avons évoqué dans la section III et sous-section C, le « sicilianisme » qui est en quelque sorte la part mystique du récit qui a contribué à la construction de l'identité sociale de la Mafia. Le mythe du « sicilianisme », cet état d'esprit voire cette « âme sicilienne audacieuse et entreprenante », est venu embellir les origines de la Cosa Nostra déformant par conséquent la réalité²⁵⁵. Cette sous-section prend donc ses distances avec cet aspect relevant plutôt de l'imaginaire collectif et recentre l'agent « Cosa Nostra » dans sa structure économique de base (la Sicile) et au sein de l'infrastructure économique et financière mondiale. Nous ne cherchons pas à savoir s'il y a eu interactivité entre la narration mystique et l'attitude de la Mafia, si la première a influencé la deuxième ou inversement. Cette sous-section dresse le portrait de la Cosa Nostra en tant qu'acteur entrepreneurial, – relatif à l'entreprise –, et donc

253 Results of a Pilot Survey of Forty Selected Organized Criminal Groups in Sixteen Countries, *op. cit.*, p. 21

254 KOUTOUZIS Michel, PEREZ Pascale, *op. cit.*, p. 162

255 COLUCCELLO Rino, *op. cit.*, p. 70

entreprenant, c'est-à-dire, actif et dynamique, comme l'âme qui l'animerait. Autrement dit, une analyse de la Mafia en tant qu'entreprise, ici privée et criminelle, comme agent économique mû par des objectifs et des finalités. Outre la fin du profit, qui est vitale pour l'entreprise privée, la pérennité est-elle la finalité fondamentale de la Mafia ? Sommes-nous face à un capitalisme familial empreint d'une volonté de durabilité et de transmission intergénérationnelle²⁵⁶ ou plutôt face à un capitalisme financier inscrit dans une logique de court terme et de maximisation des bénéfices ? Quel esprit du capitalisme, pour reprendre les termes de Max Weber, et quelles dynamiques en conséquence ?

La « Coupole », la commission inter-provinciale, l'organe suprême de direction de la Cosa Nostra fonctionne de la même manière qu'une *holding*²⁵⁷. Par *holding* nous entendons une « société de portefeuille » à savoir une société qui détient des actions dans plusieurs autres entreprises pour en gérer les affaires et les activités par le biais de ses actionnaires. Ces mêmes entreprises détenues par une *holding* sont dénommées « sociétés filiales ». À l'échelle de la Sicile, la « Coupole » ne participe pas directement aux activités, elle laisse les familles – nous voyons le *capo* de chaque famille comme un actionnaire de la « Coupole » – s'en charger. En effet, nous l'avons mentionné précédemment, elle impulse seulement la direction générale de l'organisation mais peut tout de même parfois intervenir directement dans le cas de différends inter-familiaux²⁵⁸. À l'échelle de l'économie mondiale, la situation semble être identique. D'ailleurs, l'Union européenne qui reprend la définition de l'OCT de la Convention de Palerme, précise aussi qu'une organisation criminelle peut agir de manière directe et/ou indirecte dans le but de tirer un avantage financier ou matériel²⁵⁹. Mais pour comprendre comment la Mafia parvient à s'insérer dans le système financier à présent étendu à l'échelle du globe, que ce soit directement ou indirectement, il

256 BLONDEL Christine, « Investissement à long terme et capitalisme familial », *Revue d'économie financière*, vol. CVIII, n° 4, 2012, p. 57

257 CRETIN Thierry, *Mafias du monde : Organisations criminelles transnationales. Actualité et perspectives*, op. cit., p. 148

258 CRETIN Thierry, *Mafias du monde : Organisations criminelles transnationales. Actualité et perspectives*, op. cit., p. 148

259 Council Framework Decision 2008/841/JHA on the Fight Against Organised Crime, Bruxelles : Conseil de l'Union européenne, 24 octobre 2008, p. 2

faut dans un premier temps remettre au cœur de la réflexion les institutions qui composent ce système et comprendre son environnement, ses mécanismes déterminants pour le comportement de la Cosa Nostra²⁶⁰.

Au sein de cette infrastructure financière mondiale, se trouvent les banques centrales, les banques de dépôt et celles d'affaires, les agents en capacité de financement et les agents en besoin de financement, et enfin, l'élément-clé que sont les centres financiers offshores ou paradis fiscaux, c'est-à-dire des pays et territoires à fiscalité faible voire nulles pour les non-résidents et à fort secret bancaire²⁶¹. Toutes les composantes précitées interagissent, sont interdépendantes et interconnectées via les réseaux d'échanges de flux de capitaux. L'environnement financier a également connu depuis les années 1970, de forts bouleversements notamment liés à la « théorie des « 3D » développée par l'économiste Henri Bourguinat. La première transformation est la « déréglementation » surtout depuis la fin du système des parités stables entre monnaies (1971), ensuite, la « désintermédiation » depuis que les agents en besoin de financement peuvent se financer directement sur les marchés financiers sans recourir au crédit bancaire, et enfin le « décloisonnement » des marchés du fait que les banques de retrait et de dépôt ne sont plus séparées²⁶². Nous pouvons également évoquer la « dématérialisation », fortement accentuée avec les NTIC durant les années 1990, qui ont entre autres joué un rôle dans la prolifération des paradis fiscaux et ont réduit le temps de transfert des flux financiers entre les différentes institutions²⁶³. Toutes ces transformations ont mondialisé le système financier au sens de la définition que nous donnions de la « mondialisation », c'est-à-dire comme phénomène d'unification du temps et de l'espace. En quoi tous ces changements ont-ils été déterminants pour les OCT et donc la Cosa Nostra ? Ils l'ont été non pas pour leur comportement en tant que soi mais surtout pour la dimension de leurs agissements et les

260 CHAMPEYRACHE Clotilde, « L'analyse économique de la mafia: une revue de littérature », *op. cit.*, p. 477

261 FONTANAUD Daniel, *op. cit.*, p. 46

262 BEITONE Alain, CAZORLA Antoine, HEMDANE Estelle, *op. cit.*, p. 532

263 FONTANAUD Daniel, *La criminalité organisée*, *op. cit.*, p. 46

conséquences en découlant. En effet, la Mafia a toujours été opaque et investie dans les activités illicites.

Ce qui apparaît peu contestable c'est que ce nouvel environnement financier, au sein duquel s'opèrent des opérations de change libéralisées et des activités boursières déréglementées²⁶⁴, a semble-t-il été favorable pour la Cosa Nostra et la continuation de son comportement. De plus, à l'échelle européenne, dans un espace économique et financier hétérogène en termes de fiscalité et de législation, les mafieux peuvent déplacer leurs avoirs criminels²⁶⁵ en jouant sur la diversité des normes²⁶⁶ ou encore celle des régimes nationaux de lutte contre le blanchiment²⁶⁷. La criminalité organisée transnationale ne réfléchit donc pas en termes de frontières. La cartographie criminelle est faite de disparités juridiques, d'espaces de non-droit et d'interfaces entre les sphères illicite et licite. Au sein de l'infrastructure financière mondiale, ces interfaces prennent la forme de centres financiers offshore et de places à fort secret bancaire qui deviennent des outils efficaces pour le blanchiment d'argent et les délits financiers²⁶⁸. Ces « paradis fiscaux » créent d'immenses opportunités, non seulement pour recycler l'argent en provenance d'activités illicites, autrement dit, ce sont les portes indispensables²⁶⁹ pour faire rentrer ces capitaux d'origine criminelle dans les comptes de la cuve financière mondiale²⁷⁰. Mais également pour accroître son influence sur la sphère licite²⁷¹ et *in fine* s'octroyer une plus grande impunité en impli-

264 BERNSTEIN Serge et MILZA Pierre, *op. cit.*, p. 36

265 GAYRAUD Jean-François, *op. cit.*, p. 161

266 LECLERC Marcel, (sous la direction de), *op. cit.*, p. 147

267 *Le blanchiment de capitaux : qu'est-ce que c'est ?*, Paris : Groupe d'action financière (GAFI), <http://www.fatf-gafi.org/fr/foireauxquestions-faq/blanchimentdecapitaux/>, 12 janvier 2017, consultation : 12 décembre 2017

268 KOUTOUZIS Michel, PEREZ Pascale, *op. cit.*, p. 8

269 CHAMPEYRACHE Clotilde, « L'analyse économique de la mafia: une revue de littérature », *op. cit.*, p. 482

270 KOUTOUZIS Michel, PEREZ Pascale, *op. cit.*, p. 172

271 *Idem*, p. 251

quant des acteurs des milieux financiers et d'affaires²⁷². D'autant plus que les centres financiers offshore disposent d'un panel d'instruments – fondations, sociétés-écrans (fictives), trusts, sociétés fiduciaires, etc. – formant avec la fiscalité faible voire nulle de certains États et territoires un appareil relativement efficace pour brouiller les pistes de vérification²⁷³. Devons-nous parler de convergence d'intérêts ou d'homogénéité des intérêts entre acteurs du système financier et acteurs de la criminalité organisée²⁷⁴ ? L'agent mafieux qui souhaite recycler ses capitaux cherche en effet, tout comme l'agent « honnête », le prélèvement fiscal le plus faible qui soit. C'est pour cela qu'il n'est pas simple de distinguer dans un réseau d'argent sale la part de fraude fiscale de celle du blanchiment²⁷⁵. Sachant que les techniques du blanchiment sont les mêmes pour les capitaux d'origine criminelle que ceux d'origine spéculative issu de la fraude fiscale²⁷⁶, le blanchiment devient de ce point de vue un véritable outil²⁷⁷ d'infiltration et d'influence pour la Mafia. De la même façon qu'il est difficile dans la structure socio-économique sicilienne de différencier l'entrepreneur honnête de celui associé et de celui mafieux²⁷⁸, il est très laborieux de distinguer au sein de l'infrastructure financière les procédés licites de ceux illicites.

Cet outil est aussi une véritable activité qui permet donc à la criminalité organisée de profiter de ses bénéfices d'origine illégale initialement inutilisables tout en masquant leur source²⁷⁹. Mais le blanchiment au sein du système financier est aussi un processus qui n'est pas linéaire. D'abord, la phase du « placement », autrement dit

272 FONTANAUD Daniel, *op. cit.*, 2002, p. 46

273 *Idem*, p. 47

274 CHAMPEYRACHE Clotilde, « L'analyse économique de la mafia: une revue de littérature », *op. cit.*, p. 488

275 LECLERC Marcel, (sous la direction de), *op. cit.*, p. 191

276 FONTANAUD Daniel, *op. cit.*, p. 46

277 *Examining the link between Organised Crime and Corruption*, *op. cit.*, p. 151

278 CHAMPEYRACHE Clotilde, « L'entreprise légale-mafieuse : efficience ou éthique ? », *op. cit.*, p. 53

279 LECLERC Marcel, (sous la direction de), *op. cit.*, p. 181

l'introduction des capitaux dans le système financier : l'organisation criminelle dépose sur un compte bancaire, sous la forme d'espèces, son argent illicitement gagné. Vient ensuite la phase de « l'empilement », qui n'est autre que le déplacement des capitaux vers d'autres comptes bancaires à l'étranger et/ou dans un montage de sociétés-écrans (offshore). Enfin, la phase de « réintroduction » : les capitaux d'origine criminelle sont réintroduits dans des activités économiques licites²⁸⁰. Le blanchiment nourrit les flux financiers illicites, elle en est même à leur origine puisque blanchir consiste à faire rentrer dans le système financier de l'argent qui provient, à un moment donné, d'une infraction²⁸¹. Nous supposons que la prise en charge du blanchiment – protéiforme car à la fois outil, activité et processus – est déléguée par la Cosa Nostra à des « sociétés filiales » criminelles qui s'organisent en réseaux de blanchiment²⁸². Qui peuvent donc être codirigées par la Cosa Nostra, en ayant à leur tête un sous-chef délégué ou bien des membres associés de la petite, moyenne ou grande délinquance et donc intégrées dans l'organisation globale de la Mafia. Autrement, ces sociétés peuvent être extérieures à la Cosa Nostra, autrement dit, indépendantes donc relevant d'une stratégie de sous-traitance plutôt que d'une *holding*²⁸³ puisque l'activité principale de ce genre de sociétés est de prendre part, par l'achat d'actions, aux autres entreprises. Cette supposition se fait au vu de la réorganisation générale sous forme de réseau de la part des OCT de type « hiérarchique », une transformation opérée durant les années 1990. Mais aussi au vu de la délégation de pouvoir de la « Coupole », qui n'agit pas directement dans les familles qu'elle contrôle. De plus, la définition donnée par l'UE qui considère qu'une OCT peut aussi bien opérer directement qu'indirectement pour atteindre ses objectifs semble probante devant l'importance des sommes d'argent que la Cosa Nostra doit gérer en tant que puissance transnationale

280 *Le blanchiment de capitaux : qu'est-ce que c'est ?*, *op. cit.*

281 KOUTOUZIS Michel, PEREZ Pascale, *op. cit.*, p. 170

282 *World Drug Report : The Drug Problem and Organized Crime, Illicit Financial Flows, Corruption and Terrorism*, *op. cit.*, p. 27

283 *World Drug Report : The Drug Problem and Organized Crime, Illicit Financial Flows, Corruption and Terrorism*, *op. cit.*, p. 27

au pouvoir financier manifeste²⁸⁴. De manière plus générale, comment les OCT, et conséquemment la Mafia, parviennent-elles à se créer un réseau de « sociétés filiales », qu'elles soient simples société anonyme ou entreprise cotée en Bourse²⁸⁵ ?

Au niveau local, provincial et régional, la Cosa Nostra installe grâce à sa proximité avec le monde politique, la corruption et l'extorsion auprès des entrepreneurs, une « économie de type mafieux » qui repose sur trois mécanismes. Le premier sont les navettes effectuées par les capitaux illicitement obtenus entre les activités des sphères illicite et licite. Ensuite, l'utilisation des banques, pour le blanchiment, et enfin, le contrôle des marchés publics²⁸⁶, notamment pour obtenir l'attribution des subsides nationaux ou européens²⁸⁷. Cette stratégie finit par créer une situation de verrouillage²⁸⁸ et de déséquilibre entre agents mafieux et agents non-mafieux, les premiers accaparant les sources de financement, les rendant plus rares pour les seconds²⁸⁹. Toutes les ressources matérielles et financières sont ainsi drainées par la Mafia, ce qui amoindrit par conséquent leur disponibilité et appauvrit les entrepreneurs non-mafieux qui finissent par migrer : les entreprises licites sont finalement entraînées vers le réseau d'entrepreneurs mafieux²⁹⁰. L'autre principale finalité, la première étant la maximisation du profit, de la Cosa Nostra comme entité économique criminelle semble dans ce cas local être l'extension du contrôle territorial, donc du pouvoir. Pour de grandes entreprises cotées en bourse, la méthode ne semble pas complètement différente, c'est l'ampleur de son impact qui l'est. Les conséquences sont transnationales tout comme les flux financiers qui s'échangent à travers

284 MARTIN John M., ROMANO Anne T., *op. cit.*, p. 2

285 SAVONA Ernesto, BERLUSCONI Giulia, *op. cit.*, p. 8

286 CESONI Maria Luisa, « L'économie mafieuse en Italie : à la recherche d'un paradigme », *op. cit.*, p. 59-60

287 CRETIN Thierry, « Mafias. Une criminalité accomplie, une lutte qui l'est moins », *op. cit.*, p.158

288 CHAMPEYRACHE Clotilde, « L'entreprise légale-mafieuse : efficience ou éthique ? », *op. cit.*, p. 57

289 CHAMPEYRACHE Clotilde, « L'analyse économique de la mafia: une revue de littérature », *op. cit.*, p. 480

290 CHAMPEYRACHE Clotilde, « L'entreprise légale-mafieuse : efficience ou éthique ? », *op. cit.*, p. 56

les places boursières. L'infiltration mafieuse est un acte individuel, soit perpétrée par un agent non-mafieux qui est par déduction criminalisé et devient – d'après la loi Rognoni-La Torre – associé mafieux. L'infiltration peut aussi se faire par l'intermédiaire d'un agent affilié ou membre. Enfin, elle peut s'effectuer par une entité morale (entreprise) déjà infiltrée par la Mafia²⁹¹. Contrôler une multinationale cotée en bourse semble plus délicat pour une organisation criminelle que de prendre possession d'une entreprise du BTP. C'est pourquoi il est plus juste et adéquat de parler d'« influence » et de « contrôle de la direction » dans le premier cas. Il existe deux moyens pour les OCT d'y parvenir : ou bien par la voie matérielle, les ressources humaines, ou alors par la voie immatérielle, par la détention d'actions²⁹². L'influence sur la direction et ses stratégies commerciales et d'investissements peut se faire par l'infiltration d'un agent mafieux ou associés dont le rôle en son sein est suffisamment important pour y arriver²⁹³. Un contrôle externe sur l'entreprise peut également se faire par l'intimidation et la violence ou la corruption du directeur ou d'autres employés, la corruption étant un facteur essentiel pour les activités de la Cosa Nostra²⁹⁴. L'infiltration par la voie immatérielle se fait elle par l'achat d'actions, sans forcément rechercher le contrôle majoritaire²⁹⁵. De ce point de vue là, la Cosa Nostra se rapproche d'une typologie de type « Bernard l'Hermite » (*Hermit-Crab type hybrids*)²⁹⁶ : de la même manière qu'un Bernard l'Hermite cherche refuge et sûreté dans des coquilles vides, la Mafia cherche à infiltrer de grandes entreprises sûres et officielles. De ce fait, une autre des autres finalités de la Cosa Nostra en tant qu'entité économique criminelle, semble dans ce cas être l'influence et la recherche du contrôle, donc du pouvoir à une échelle extra-territoriale. Mais que ce soit dans le cas de petites ou de très grandes

291 SAVONA Ernesto, BERLUSCONI Giulia, *op. cit.*, p. 7

292 *Idem*, p. 8

293 *Ibidem*.

294 *Results of a Pilot Survey of Forty Selected Organized Criminal Groups in Sixteen Countries*, *op. cit.*, p. 21

295 SAVONA Ernesto, BERLUSCONI Giulia, *op. cit.*, p. 8

296 LE Vy, *op. cit.*, p. 128

entreprises, l'insertion de l'agent « Cosa Nostra » dans la sphère économique licite est un moyen de blanchir de l'argent et donc d'éviter les sanctions et réactions de la structure juridico-politique, en d'autres termes l'absence de conflits²⁹⁷. Une autre des finalités peut de ce point de vue être la sécurité par l'ancrage dans la légalité.

Le fonctionnement de la Mafia peut s'apparenter à celui d'une *holding*, cherchant à participer aux activités des entreprises par l'achat d'action. Au niveau local et par l'intermédiaire des familles, la « Coupole » cherche à contrôler des territoires et des entreprises mais sans y prendre part entièrement. Au sein du système financier mondial, des interfaces criminogènes permettent à la Cosa Nostra de s'y insérer. Le blanchiment semble en être la conséquence et est une arme puissante utile pour les OCT. Ce procédé illicite est supposément à présent une activité que la Mafia délègue. Mais considérer la Cosa Nostra comme une *holding*, nécessite l'analyse de ses stratégies d'infiltration au sein des entreprises licites. Au niveau local, une économie de « type mafieux » la conforte dans son contrôle territorial et renforce son emprise. Au niveau plus global, comme c'est le cas avec l'infiltration dans des entreprises implantées dans plusieurs pays et/ou intégrées pleinement aux réseaux financiers, la Cosa Nostra cherche l'influence. Par l'achat d'actions ou l'infiltration de ses hommes de paille et/ou membres au sein de la direction et/ou par le biais de la violence, la corruption et l'intimidation. La Cosa Nostra cherche par ce moyen un pouvoir plus étendu, une plus profonde imbrication dans les activités licites et une plus grande couverture.

297 CRETIN Thierry, *Mafias du monde : Organisations criminelles transnationales. Actualité et perspectives*, op. cit., p. 149

Section VI – Limites théoriques et empiriques

Avant de conclure ce travail, cette section fait le point sur les manques et les lacunes qui peuvent être relevés à la lecture et l'analyse de ce travail. Ce n'est donc pas un aveu d'échec mais plutôt un examen critique et lucide qui invite le lecteur à en prendre également conscience.

Tout d'abord, la limite spatiale, et surtout dans le cadre d'un travail portant sur l'analyse d'activités financières, a posé problème. Bien que cela n'ait toutefois pas empêché sa réalisation, le choix initial du cadrage géographique – Italie, France, Bulgarie, Royaume-Uni – ne paraît pas avoir joué tout son rôle de cadre. L'analyse n'a pas été particulièrement précise en termes géographiques.

De plus, les réseaux financiers étant complètement dématérialisés et traversant tout le globe, répertorier avec exactitude les flux financiers illicites engendrés par la Cosa Nostra ayant traversé les marchés boursiers de Paris, de Londres, de Rome et de Sofia, a été impossible, en tout cas proportionnellement à nos ressources et moyens.

D'ailleurs, nous prenons conscience que les dynamiques et les mécanismes qui animent l'infrastructure financière mondiale ont été simplifiés, d'abord volontairement par commodité, et non par ignorance et enfin, du fait d'une connaissance partielle de toutes les subtilités et détails qui s'y concentrent.

Également, les activités économiques de la Cosa Nostra ont été principalement étudiées à l'échelle de la Sicile, cette focalisation n'est pas le résultat d'une obsession mais d'un manque empirique d'informations à propos de ses activités à l'échelle nationale. Avec le recul, une fouille plus élargie dans les archives parlementaires italiennes, dans les rapports de la Direction anti-mafia ou bien encore des interviews auprès d'associations aurait été peut-être plus efficace en termes empiriques. De plus, les « circuits économiques », en d'autres termes l'ensemble du tissu productif composés des entreprises, dans lequel est insérée la Cosa Nostra n'ont concerné que celui de la Sicile et non pas ceux des autres pays du cadre spatial.

En ce qui concerne l'implantation physique de la Cosa Nostra, des informations concernant sa présence hors Sicile ont été trouvées mais seulement aux États-Unis (à ne pas confondre avec la Cosa Nostra des États-Unis), en Bolivie, en Allemagne, en Australie, en Albanie et en France mais elle relève du détail puisque cela n'a concerné qu'une affaire sans preuves tangibles qui eut lieu en 1992²⁹⁸. La Bulgarie n'a pas été évoquée, pays dans lequel, à notre niveau de recherches, seule la présence de cartels s'est avérée²⁹⁹.

Enfin, si peu d'informations précises concernant la Cosa Nostra ont été trouvées, les typologies ont malgré tout permis de rendre plus consistant le phénomène « Cosa Nostra ». Le postulat de départ, construit grâce à la littérature scientifique, admettant que la Cosa Nostra est une organisation criminelle transnationale, a toutefois permis de dresser un portrait de notre objet d'étude.

298 CRETIN Thierry, *Mafias du monde : Organisations criminelles transnationales. Actualité et perspectives*, op. cit., p. 165

299 CRETIN Thierry, « Mafias. Une criminalité accomplie, une lutte qui l'est moins », op. cit., p. 156

Conclusion générale

La démarche hypothético-déductive a supposé l'analyse de notre sujet par le biais de données empiriques mais également d'outils d'observation très généraux comme celui des typologies. Il importe désormais de confirmer ou d'imputer la validité de nos hypothèse de départ. Mais avant de les tester en les confrontant aux résultats de nos recherches et observations, il importe de les rappeler.

La première est ainsi formulée : la forme particulière de gouvernance de l'Union Européenne a des conséquences sur le choix des modes opératoires de la Cosa Nostra. Les disparités principalement juridiques et législatives qui existent au sein de l'UE sont une faiblesse pour les États-membres. L'espace européen devient un espace lucratif en termes d'opportunités pour la Cosa Nostra. Cette zone d'intégration différenciée européenne est un lieu propice pour la rationalisation de l'accumulation des profits.

Il est difficile au vu du résultat global de ce travail de confirmer en totalité la validité de cette hypothèse. Ce n'est pas tant la forme de gouvernance de l'UE qui influe sur la manière d'agir de la Cosa Nostra que l'hétérogénéité de ses législations. Nous ne pouvons pas dire si le fait que la force armée soit aux mains des États-membres mais que le domaine de l'agriculture soit un domaine réservé de la Commission européenne influe réellement sur le mode opératoire de la Mafia. D'autres hypothèses peuvent venir partiellement combler cette incertitude, par exemple : la Cosa Nostra choisit avec précision les institutions qu'elle souhaite corrompre selon le domaine d'activité dans lequel elle décide de s'infiltrer. Dans ce cas, si elle désire étendre sa mainmise sur la viticulture sicilienne elle versera des pots-de-vin à des hommes et/ou femmes politiques, lobbyistes et autres membres de la Commission ou encore du Comité des régions. Ce qui est par contre plus certain, c'est que le besoin d'homogénéisation des réglementations nationales³⁰⁰ est un thème récurrent rencontrée tout au long de la littérature. Ce besoin exprime un manque et donc par consé-

300 CHAMPEYRACHE Clotilde, « L'analyse économique de la mafia: une revue de littérature », *op. cit.*, p. 490

quent une faiblesse institutionnelle qui profite aux OCT, et donc à la Cosa Nostra. Ensuite, l'espace européen était certainement déjà avant l'Union Européenne – avant le 1er novembre 1993, c'est-à-dire, avant l'entrée en vigueur du traité de Maastricht qui a créé l'Union – un espace intéressant pour les affaires mafieuses. La libre circulation des biens et services n'est pas née du traité de Maastricht. *A contrario*, la liberté de circulation et de résidence des personnes et la levée des restrictions des mouvements de capitaux en découlent directement. La libéralisation des capitaux n'a pas été qu'un phénomène européen, elle s'est inscrite dans la mondialisation et la globalisation des marchés financiers : la mondialisation a unifié ces marchés, la globalisation les a intriqués pour les rendre interdépendants. À partir de ce constat, difficile donc d'estimer avec grande précision à quel degré la Cosa Nostra a pu profiter de cet espace économique et financier européen. Enfin, l'UE étant un des grands pôles du capitalisme mondial à haut niveau de vie³⁰¹, est donc par conséquent un système économique dans lequel va de pair l'accumulation des profits et sa rationalisation pour toute entreprise privée, criminelle ou non.

La deuxième hypothèse est la suivante : les activités économiques de la Cosa Nostra sont locales voire nationales tandis que ses activités financières sont transnationales. Ainsi, la Cosa Nostra a une approche multi-scalaire, c'est-à-dire qu'elle organise ses activités à plusieurs échelles : locale, régionale, nationale, transnationale.

La validité de cette hypothèse peut se confirmer partiellement. Les entreprises légales-mafieuses font partie des activités économiques de la Cosa Nostra et sont donc insérées dans le tissu productif. Nous l'avons vu principalement à l'échelle de la Sicile où une véritable économie mafieuse est installée, sclérosant la région. La Cosa Nostra a-t-elle des activités économiques à l'échelle nationale, dans d'autres régions de Sicile ? Sur ce point et dans le cadre de ce travail, aucune donnée empirique ne le confirme. Cependant, sachant que l'organisation est estimée active dans plus de cinq pays³⁰², les activités économiques de la Cosa Nostra si elles ne sont pas nationales

301 CONESA Pierre, « Les relations internationales illicites », *op. cit.*, p. 24

302 *Results of a Pilot Survey of Forty Selected Organized Criminal Groups in Sixteen Countries*, *op. cit.*, p. 21

son *a minima* internationales, installées dans d'autres nations que l'Italie, hors Sicile. L'investissement et le blanchiment de capitaux de la Mafia dans des activités purement financières est avérée. Elle engendre donc des flux financiers illicites, d'origine criminelle donc, qui, en tant que flux immatériels, transcendent les frontières. Il apparaît cependant que les activités économiques illicites de la Cosa Nostra, comme le trafic de stupéfiants, soient également transnationales. Ces affaires criminelles se font en effet par le biais de réseaux criminels et informels qui outrepassent l'obstacle des frontières. L'approche opérationnelle est par conséquent faite sur plusieurs échelles : locale, provinciale, régionale et transnationale. Celle nationale est très probable mais non vérifiée ici.

Enfin, la dernière hypothèse : la Cosa Nostra possède une forte capacité d'adaptation et un certain esprit du capitalisme. Cette OCT est gérée sous la forme d'un système familial, à la fois horizontal en termes de réseaux de banditisme, de secteurs d'activités, et vertical, en termes de hiérarchie.

Capitalisme « familial, amoral et collusif³⁰³ » ou alors capitalisme financier ? La Cosa Nostra possède en tout cas un esprit certain du capitalisme, diversifiant ses activités, collaborant avec d'autres organisations criminelles, infiltrant les entreprises par la corruption, la violence ou encore l'achat d'actions. En nous référant aux transformations opérées au sein des OCT à partir des années 1990 – réorganisation en réseau, internationalisation, professionnalisation, etc. - il semble très probable que la Cosa Nostra ait elle aussi remanié sa gouvernance, plus sûr est son rôle actif d'accumulation du capital³⁰⁴. Son système organisationnel est familial dans le sens où la famille demeure le socle de l'organisation. Cette hypothèse est valide. Mais bien que la « Coupole », aux mains de la famille des « Corléonais », soit le haut de la pyramide, il n'y a pas une pratique verticale du pouvoir. La littérature fait l'état d'une hiérarchie plutôt décentralisée. L'hypothèse n'est donc que partiellement valide. Les familles sont elles-mêmes réparties sur l'ensemble du territoire sicilien et hiérarchiquement horizontales – elles ont le même pouvoir, la même autonomie. Les jonctions effectuées avec les réseaux de délinquance – petite, moyenne ou grande – le sont de ma-

303 CHAMPEYRACHE Clotilde, « L'analyse économique de la mafia: une revue de littérature », *op. cit.*, p. 469-487

nière horizontale et décentralisée. Il en est de même pour les secteurs d'activités qui se déroulent et s'organisent sur un plan horizontal.

304 CESONI Maria Luisa, « L'économie mafieuse en Italie : à la recherche d'un paradigme », *op. cit.*, p. 53

Bibliographie

Ouvrages généraux

BEITONE Alain, CAZORLA Antoine, HEMDANE Estelle, *Dictionnaire de science économique*, n° 5, Paris : Armand Colin, 2016, 640 p.

Monographies

ANDERSON (Graebner) Annelise , *The Business of Organized Crime: A Cosa Nostra Family*, Standford : Hoover Institution Press, 1979, 179 p.

BATTISTELLA Dario, *Théorie des relations internationales*, Paris : Presses de science po., 2015, 588 p.

BERNSTEIN Serge, MILZA Pierre, *Histoire du XX^e siècle*, Tome 3, Paris : Hatier, 2012, 288 p.

COLUCCELLO Rino, *Cosa Nostra from Legitimation to Denunciation. Challenging the Mafia Mystique*, Londres : Palgrave Macmillan, 2016, 260 p.

CRETIN Thierry, *Mafias du monde. Organisations criminelles transnationales. Actualité et perspectives*, n° 4, Paris : PUF, 2004, 272 p.

DELRUE Geert, *Le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme*, n° 2, Anvers : Maklu Pub, 2012, 652 p.

FONTANAUD Daniel, *La criminalité organisée*, Paris : La Documentation française, 2002, 140 p.

GAYRAUD Jean-François, *Le monde des mafias : géopolitique du crime organisé*, Paris : Odile Jacob, 2008, 447 p.

KOUTOUZIS Michel, PEREZ Pascale, *Crime, trafics et réseaux : géopolitique de l'économie parallèle*, Paris : Ellipses, 2012, 314 p.

LAÏDI Zaki, *La norme sans la force. L'énigme de la puissance européenne*, Paris : Presses de Sciences Po, 2008, 296 p.

LAROCHE Josepha, *Politique Internationale*, Paris : LGDJ, 1998, 557 p.

LEMAN Johan, *L'État gruyère. Mafias, visas et traite en Europe*, Wavre : Édition Mols, 2002, 384 p.

LEMOIGNE Jean-Louis, *Théorie du système général*, n° 5, Paris : Presses Universitaires de France (PUF), 1994, 360 p.

MARTIN John M., ROMANO Anne T., *Multinational Crime, Terrorism, Espionage, Drug and Arms Trafficking*, Newbury Park, CA : SAGE Publications, 1992, 162 p.

PERROUX François, *L'économie du XX^e siècle*, n° 2, Paris : PUF, 1964, 692 p.

STERLING Claire, *La pieuvre. La mafia à la conquête du monde : 1945-1989*, Paris : Robert Laffont, 1990, 394 p.

Articles scientifiques

BLONDEL Christine, « Investissement à long terme et capitalisme familial », *Revue d'économie financière*, vol. CVIII, n° 4, 2012, p. 57-68

CESONI Maria Luisa, « L'économie mafieuse en Italie : à la recherche d'un paradigme », *Déviance et société*, 1995, vol. XIX, n° 1, p. 51-83

CHAMPEYRACHE Clotilde, « L'analyse économique de la mafia : une revue de littérature », *Mélanges de l'École française de Rome*, 2000, vol. CXII, n°1, p. 469-493

CHAMPEYRACHE Clotilde, « L'entreprise légale-mafieuse : efficience ou éthique ? », *Éthique et économique*, 2015, vol. XII, n° 1, p. 46-62

COHEN Samy, « Les États face aux nouveaux acteurs », *Politique internationale*, 2005, n° 107, p. 1-11

CONESA Pierre, « Les relations internationales illicites », *Revue internationale et stratégique*, 2001, vol. III, n°43, p. 18-25

CRETIN Thierry, « Mafias. Une criminalité accomplie, une lutte qui l'est moins », *Études*, 2007, vol. IX, tome n° 407, p.153-165

DE FALCO Rossella, « Life Among Mafias », *Survival : Global Politics and Strategy*, 2016, vol. LVIII, n° 5, p. 209-216

DUFOUR Frédérick Guillaume, « Aperçu des contributions des néogramsciens et des théories critiques au tournant réflexif des théories de la sécurité », *Cultures & Conflits*, 2004, vol. II, n° 54, p. 53-79

DUMOULIN André, « Du "Concept stratégique" au "Livre blanc" européen », *Stratégie*, 2005, vol. I, n° 222, p. 123-142.

FAVAREL-GARRIGUES, « La criminalité organisée transnationale : un concept à enterrer ? », *L'Économie politique*, 2002, vol. III, n° 5, p. 8-21.

KLOTZ Audie, LYNCH Cecelia, « Le constructivisme dans la théorie des Relations internationales », *Critique internationale*, 1999, vol. II, p. 51-62.

LE Vy, « Organised Crime Typologies: Structure, Activities and Conditions », *International Journal of Criminology and Sociology*, 2012, vol. I, p. 121-131

PAOLI Letizia, « Italian Organised Crime: Mafia Associations and Criminal Enterprises », *Global Crime*, 2004, vol. XI, n° 1, p. 19-31

VON LAMPE Klaus, « The application of the framework of Situational Crime Prevention to organized crime' », *Criminology and Criminal Justice*, 2011, vol. XI, n° 2, p. 145-163

PITSEYS John. « Le concept de gouvernance », *Revue interdisciplinaire d'études juridiques*, 2010, vol. LXV, n° 2, p. 207-228

PONSAERS Paul, SHAPLAND Joanna, WILLIAMS C. Colin, « Does the informal economy link to organised crime ? », *International Journal of Social Economics*, 2008, vol. XXXV, n° 9, p. 644-650

Ouvrages collectifs

CESONI Maria Luisa (sous la direction de), *Criminalité organisée : des représentations sociales aux définitions juridiques*, Genève : Georg, 2004, 788 p.

LA CAMERA Claudio (sous la direction de), *L'area grigia della N'drangheta*, Reggio Calabria : Aracne, 2012, 276 p.

LECLERC Marcel, (sous la direction de), *La criminalité organisée*, Paris : La Documentation française, 1996, 279 p.

MÉRAND Frédéric et SCHWOK René (sous la direction de), *L'Union européenne et la sécurité internationale : théories et pratiques*, Louvain-la-Neuve : Academia Bruylant, 2009, 268 p.

Sites internet

Corruption Perceptions Index 2017, Berlin : Transparency International, date de publication : 21 février 2018, https://www.transparency.org/news/feature/corruption_perceptions_index_2017, date de dernière mise à jour du site : 22 mars 2018, date de consultation du site : 23 mars 2018

GARDA Christophe, *Mondialisation et globalisation*, Paris : Irénées, date de publication : 2003, http://www.irenees.net/bdf_fiche-notions-21_fr.html, date de dernière mise à jour du site : juin 2018, date de consultation du site : 10 mars 2017

Le blanchiment de capitaux : qu'est-ce que c'est ?, Paris : Groupe d'action financière (GAFI), <http://www.fatf-gafi.org/fr/foireauxquestionsfaq/blanchimentdecapitaux/>, date de dernière mise à jour du site : 12 janvier 2017, date de consultation du site : 12 décembre 2017

LEMOINE Maurice, *Mafias, mafieux, malfrats*, Paris : Le Monde diplomatique, date de publication : juillet 2013, <https://www.monde-diplomatique.fr/2013/07/LEMOINE/49349>, date de consultation du site : 16 octobre 2017

Documents officiels

Convention pénale sur la corruption et Protocole additionnel à la Convention pénale sur la corruption, Strasbourg : Conseil de l'Europe, 27 janvier 1999, 2 p.

Council Framework Decision 2008/841/JHA on the Fight Against Organised Crime, Bruxelles : Conseil de l'Union européenne, 24 octobre 2008, 4 p.

EU Serious and Organised Crime Threat Assessment, La Haye : Europol, 2013, 52 p.

Examining the link between Organised Crime and Corruption, Bruxelles : Center for the Study of Democracy, 2010, 335 p.

L'étude des relations internationales : paradigmes contestés, Paris : UNESCO, 1974, 202 p.

Résolution 55/25 de l'Assemblée générale sur la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée et protocoles s'y rapportant, Palerme : Nations Unies, 15 novembre 2000, 55/25, 90 p.

Results of a Pilot Survey of Forty Selected Organized Criminal Groups in Sixteen Countries, Vienne : United Nations Office on Drugs and Crime, septembre 2002, 123 p.

Stratégie de sécurité européenne, Bruxelles, Conseil européen, 2003, 9 p.

Threat Assessment : Italian Organised Crime, La Haye : Europol, Juin 2013, 18 p.

Traité sur l'Union européenne, Maastricht : Union Européenne, 7 février 1992, 163 p.

Une stratégie globale pour la politique étrangère et de sécurité de l'Union européenne, Bruxelles : Conseil européen, 2016, 42 p.

World Drug Report : The Drug Problem and Organized Crime, Illicit Financial Flows, Corruption and Terrorism, Vienne : United Nations Office on Drugs and Crime, 2017, 48 p.

Documents de réflexion

FONTANA Alessandra, HEARSON Martin, *Illicit Financial Flows and Measures to Counter Them: An Introduction*, Bergen : Anti-Corruption Resource Centre, n° 9, 4 p.

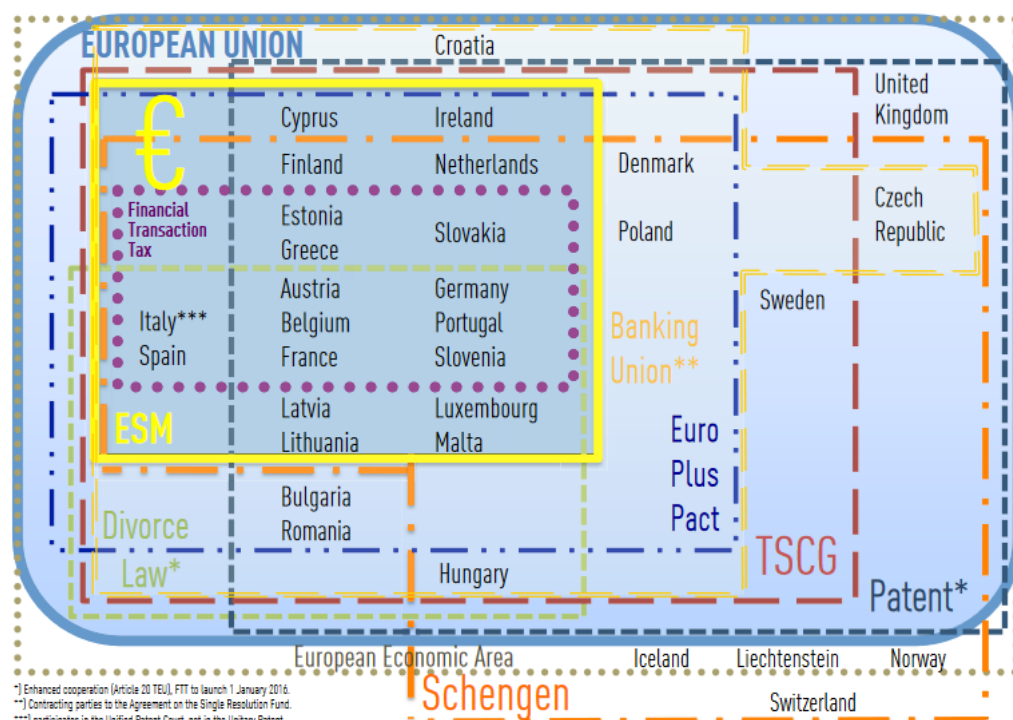
KOENIG Nicole, *A differentiated view of differentiated integration*, Berlin : Jacques Delors Institut, n° 140, Juillet 2015, 13 p.

SAVONA Ernesto, BERLUSCONI Giulia, *Organized Crime Infiltration of Legitimate Businesses in Europe: A Pilot Project in Five European Countries*, Trento: Transcrime – Università degli Studi di Trento, 68 p.

Annexes

Illustration 1

Figure 1 → A highly differentiated European reality



Source : KOENIG Nicole, *A differentiated view of differentiated integration*, Berlin : Jacques Delors Institut, n° 140, Juillet 2015, p. 3

Illustration 2

Autriche	75
Belgique	77
Bulgarie	41
Chypre	55
Croatie	49
Danemark	90
Espagne	58
Estonie	70
Finlande	89
France	69
Grèce	44
Hongrie	48
Irlande	73
Italie	47
Lettonie	57
Lituanie	59
Luxembourg	81
Malte	55
Pays-Bas	83
Pologne	62
Portugal	62
République Tchèque	55
Roumanie	48
Royaume-Uni	81
Slovaquie	51
Slovénie	61
Suède	88
Moyenne :	64.6071429
Indice de perception de corruption moyen de l'Union Européenne calculé sur la base de l'index 2017 de perception de corruption de Transparency International	

Illustration 3

Les quatre organisations criminelles italiennes et leurs régions respectives



Source (carte) : https://upload.wikimedia.org/wikipedia/commons/thumb/d/db/Regionen_in_Italien_beschriftet.png/400px-Regionen_in_Italien_beschriftet.png

Illustration 4



Source : https://upload.wikimedia.org/wikipedia/commons/thumb/8/8e/Map_of_region_of_Sicily%2C_Italy%2C_with_provinces-fr.svg/290px-Map_of_region_of_Sicily%2C_Italy%2C_with_provinces-fr.svg.png

Illustration 5

U4 BRIEF September 2012 No 9

Illicit financial flows and measures to counter them: An introduction



Source : FONTANA Alessandra, HEARSON Martin, *Illicit Financial Flows and Measures to Counter Them: An Introduction*, Bergen : Anti-Corruption Resource Centre, n° 9, p. 2

Illustration 6

Table A3. NACE and ARIEL classification of business sectors

NACE 0-digit code	NACE 0-digit label	ARIEL label
A	Agriculture, forestry and fishing	Agriculture and fishing
B	Mining and quarrying	Mining and quarrying
C	Manufacturing	Manufacturing
D	Electricity, gas, steam and air conditioning supply	Energy supply
E	Water supply; sewerage; waste management and remediation activities	Waste and scrap management
F	Construction	Construction
G	Wholesale and retail trade; repair of motor vehicles and motorcycles	Wholesale and retail trade
H	Transporting and storage	Transportation
I	Accommodation and food service activities	Hotels, bars and restaurants
J	Information and communication	IT services
K	Financial and insurance activities	Financial and insurance activities
L	Real estate activities	Real estate activities
M	Professional, scientific and technical activities	Legal and professional activities
N	Administrative and support service activities	Support service activities
O	Public administration and defence; compulsory social security	Public administration
P	Education	Education
Q	Human health and social work activities	Hospitals and residential care
R	Arts, entertainment and recreation	Clubs and gambling activities
S	Other services activities	Personal service activities

Source : SAVONA Ernesto, BERLUSCONI Giulia, *Organized Crime Infiltration of Legitimate Businesses in Europe: A Pilot Project in Five European Countries*, Trento: Transcrime – Università degli Studi di Trento, p. 13

Résumé : Ce travail traite de la Cosa Nostra, notoirement connue, tout comme sa terre natale, la Sicile, à l'ère des bouleversements et transformations géopolitiques depuis la fin de la Guerre froide et pendant l'édification de l'Union Européenne. Ces changements internationaux se sont accompagnés de phénomènes tout aussi importants : la mondialisation et la globalisation. Celle-ci a fusionné les aires économiques et les marchés financiers, aidée des NTIC, de la libre-circulation des individus, des biens, des services et des capitaux. Celle-là a renforcé les interdépendances et les interconnexions rendant les pays dépendants les uns des autres. De quelle façon la Cosa Nostra s'est-elle immiscée dans ces dynamiques et plus particulièrement au sein des réseaux financiers ? Le nouvel espace européen intégré de manière hétérogène lui a-t-il offert de nouvelles opportunités ?

Mots-clés : Cosa Nostra – Union Européenne – Relations internationales – Organisations criminelles transnationales – Mondialisation

Place Montesquieu, 1 bte L2.08.05, 1348 Louvain-la-Neuve, Belgique www.uclouvain.be